ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 247,
CH-9602 Bazenheid
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

3 novembre 2026
25e année
No 23

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid
POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains
Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Non-alignement et multipolarité»

*par Živadin Jovanović, Président du Forum de Belgrade pour un monde d'égaux, à l'occasion du 65e anniversaire de la Conférence de Belgrade des pays non alignés**

Živadin Jovanović (photo mad)

Cette année marque le 65e anniversaire de la première conférence du *Mouvement des pays non alignés* (NAM), qui s'est tenue à Belgrade du 1er au 6 septembre 1961. Il s'agissait de la conférence fondatrice du *NAM*, dont les initiateurs étaient le président de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, *Josip Broz Tito,* le président égyptien *Gamal Abdel Nasser,* le Premier ministre indien *Jawaharlal Nehru,* le président indonésien *Sukarno* et le président ghanéen *Kwame Nkrumah*.

La conférence du Mouvement des pays non alignés de Belgrade avait été précédée par la conférence de Bandung des pays africains et asiatiques s'étant tenue en Indonésie, en 1955.

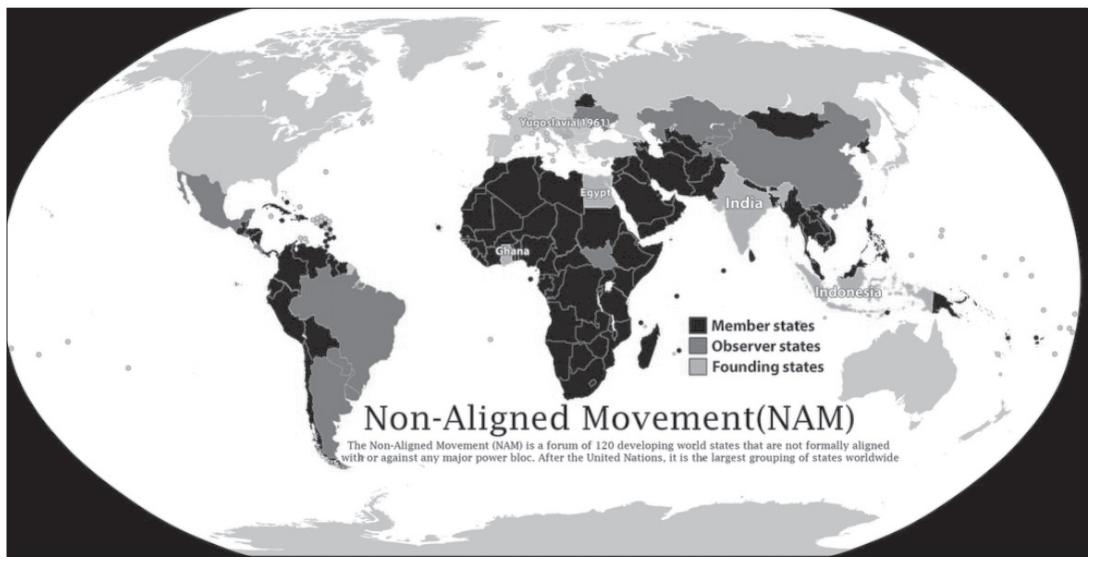
Cérémonie commémorative à Belgrade

A l'occasion de cet anniversaire important, le gouvernement serbe a organisé une cérémonie commémorative de deux jours à laquelle ont participé les plus hauts représentants des pays ayant pris part à la première conférence du *Mouvement des pays non alignés.* Le *Forum de Belgrade pour un monde d'égaux* et le *Club des généraux et amiraux serbes,* en tant qu'associations indépendantes à but non lucratif, ont apporté leurs modestes contributions à la commémoration de cet événement historique.

L'actuelle conférence de Belgrade a réuni des chefs d'Etat et de gouvernement de 25 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe, ainsi qu'un certain nombre d'observateurs et de représentants de mouvements de libération anticoloniaux. Aujourd'hui, le NAM compte 120 membres à part entière et plusieurs observateurs, parmi ces derniers la République populaire de Chine, le Brésil, la Serbie et d'autres pays. La croissance impressionnante du nombre de membres du NAM témoigne non seulement de son expansion et de son prestige, mais surtout des profonds changements mondiaux qui se sont produits entre-temps – dont se trouvent, au premier rang, la libération d'une grande partie de l'humanité du colonialisme qui incorpore les formes les plus dures d'exploitation et du racisme. Les pays nouvellement libérés et d'autres pays en développement ont clairement choisi d'associer leurs forces en faveur de l'indépendance, de la paix et de l'équité souveraine et de s'opposer à la politique de la violence, de la confrontation entre blocs, du colonialisme et de l'hégémonie. Ils ont appelé les grandes puissances et les blocs au dialogue, à la désescalade et à la coexistence. Les principaux critères d'adhésion au *Mouvement des pays non alignés* étaient la non-affiliation à des blocs politico-militaires et le refus de bases militaires étrangères.

1961 – La vision d'un nouvel ordre

La déclaration adoptée en 1961, lors de la Conférence de Belgrade, constitue un document programmatique de fond qui reflète les tensions et la confrontation entre les blocs à l'époque de la Guerre froide, tout en esquissant la vision d'un nouvel ordre fondé sur l'indépendance et l'égalité souveraine – sans domination, colonialisme ni impérialisme.



Les membres du Mouvement des pays non alignés (NAM). La carte indique les Etats fondateurs cités nommément, les Etats membres actuels (en noir) et les Etats dotés du statut d'observateur (en gris foncé). (graphique mad)

Elle réaffirme les principes de la coexistence pacifique active et de la Charte des Nations unies, définissant les objectifs et les méthodes d'action en commun qui contribueront à éliminer le risque d'un conflit mondial, à accélérer la décolonisation et à favoriser la prospérité pour tous.

Les participants à la Conférence de Belgrade ont notamment souligné la nécessité d'une réforme du système des Nations Unies, dans le but de permettre une représentation plus équitable des pays nouvellement libérés dans les processus décisionnels, y compris au sein du Conseil de sécurité. Ils se sont prononcés en faveur du dialogue plutôt que de la confrontation entre les blocs, de la fin de la course aux armements et de l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Ils ont en outre demandé l'adhésion de la République populaire de Chine aux Nations Unies en tant que seule représentante légitime de l'ensemble du peuple chinois.

La persévérance de longue date est restée intacte

Bien que six décennies et demie se soient écoulées depuis lors, il n'est pas difficile de constater qu'un certain nombre de positions clés, d'initiatives et de revendications des participants à la conférence actuel de Belgrade conservent, aujourd'hui encore, toute leur pertinence. Une analyse des positions et revendications contenues dans la *Déclaration de Belgrade* du NAM de 1961, ainsi que leur comparaison avec celles de la majorité mondiale actuelle, confirme l'idée que le NAM est, dans son essence, un précurseur de la construction d'un nouvel ordre mondial multipolaire, démocratique et équitable.

Le *Mouvement des pays non alignés* n'était ni un bloc, ni une organisation, ni un appareil politico-bureaucratique, et n'avait d'ailleurs pas l'ambition de l'être. Son attrait, sa réputation et son influence reposent sur ses objectifs démocratiques, équitables et universellement humains, fondés sur l'égalité en droits, la coopération «gagnant-gagnant» et la solidarité, et non sur les divisions, l'appartenance à un bloc ou les hiérarchies. Depuis le jour de sa création jusqu'à aujourd'hui, le Mouvement des pays non alignés se considère en tant que conscience de l'humanité.

Au cours de ses 65 années d'activité, le NAM a joué un rôle extrêmement important, constructif et positif dans l'organisation des relations internationales et, grâce à une coopération équitable d'où émanait une énorme énergie créative réconfortant la paix, la compréhension et le développement. La contribution du Mouvement des pays non alignés à la démocratisation des travaux des Nations unies a été indispensable.

Ouverture et multilatéralisme

L'ouverture et le multilatéralisme sont au cœur de l'approche du NAM. Le fait que certaines puissances pratiquent aujourd'hui l'unilatéralisme et le protectionnisme, se considérant comme exceptionnelles ou enfreignant les principes de la Charte des Nations unies et du droit international en général – tout ceci n'est pas un signe de faiblesse du *Mouvement des pays non alignés* ou des forces promouvant la construction d'un ordre mondial multipolaire mais, plutôt, une conséquence de l'attitude agressive des défenseurs de l'unipolarité et de l'hégémonie. Ces puissances continuent de parler de démocratie, tout en pratiquant parallèlement leurs agressions, leurs «révolutions de couleur» et tous genres d'actions de subversion, violant ainsi gravement la volonté de la majorité mondiale, la Charte des Nations unies et le Droit international en général.

Le Mouvement des pays non alignés est certes loin d'être un mouvement idéal. La diversité des histoires de leurs membres, les différents niveaux de développement socio-économique, les divergences d'opinion et même les intérêts contradictoires sont une réalité. Ce qui ne doit pourtant pas servir de prétexte pour remettre en cause leurs intérêts communs fondamentaux dans la construction d'un monde plus équitable – un ordre mondial fondé sur des principes universels et au service des valeurs universelles que sont la paix, la sécurité et le développement inclusif.

Partie intégrante de la majorité mondiale

Le *Mouvement des pays non alignés* fait partie intégrante de la majorité mondiale; il constitue une force indispensable à la démocratisation des relations internationales et recèle un immense potentiel pour le développement économique futur de la planète. La plateforme du NAM est celle de l'humanité, du respect égalitaire des intérêts de toutes les nations, de tous les Etats et de toutes les civilisations, sans exception. La multipolarité et les relations mondiales démocratiques constituent un processus qui ne s'arrête plus. Le Mouvement des pays non alignés est une force à part entière de ce processus.

Plus la coordination avec les autres acteurs de ce processus sera complète et efficace, plus la contribution du NAM à la construction d'un ordre mondial multipolaire, démocratique et inclusif s'imposera. Le fait que certains des fondateurs et membres dirigeants du NAM soient également membres des BRICS, de l'OCS, de l'UEE [Union économique eurasienne], de l'UA ainsi que d'autres organisations régionales jouant un rôle constructif sur la scène internationale constitue également un atout. La clé réside dans la coordination des activités du NAM avec celles de tous les autres acteurs impliqués dans le processus de construction d'un nouvel ordre mondial multipolaire, plus juste et doté de structures démocratiques. Les divergences, y compris les différends internes au sein du NAM, ne devraient pas affaiblir l'unité et la synergie nécessaires à l'édification d'un ordre qui sera meilleur pour tous et pour chaque pays pris individuellement.

Elimination du néo-colonialisme

Si, par le passé, le mouvement a joué un rôle historique majeur dans la décolonisation, la priorité d'aujourd'hui est d'éliminer le néo-colonialisme et toutes les formes d'exploitation insidieuse. Aussi complexe qu'ait pu être la lutte contre le colonialisme, celle contre le néocolonialisme n'en est pas moins exigeant. Au contraire: la lutte contre le néo-colonialisme est encore plus difficile et plus complexe que celle contre le colonialisme. Les partisans du néocolonialisme sont le plus souvent invisibles; ils recourent à la corruption, à la manipulation électorale, à la déstabilisation, aux coups d'Etat, au chantage et à la propagande, dans le seul but de perpétuer leur domination et leur exploitation. De plus, ils ont établi et maintiennent leur contrôle sur toute une série d'institutions internationales, telles que la *Banque mondiale,* le *FMI*, l'*OMC*, *SWIFT* et bien d'autres, grâce auxquelles ils régulent les flux économiques, commerciaux et financiers mondiaux, favorisant ainsi les intérêts de la minorité aisée, au détriment de ceux du Sud, c'est-à-dire de la *Majorité mondiale*. Il en résulte des inégalités, le maintien et l'aggravation du fossé économique et technologique, ainsi que l'exploitation de la majorité moins développée par la minorité aisée.

Principes d'un ordre nouveau

Il est toutefois encourageant de constater que la prise de conscience de la majorité mondiale s'est renforcée et se traduit par de nouvelles mesures politiques ainsi que par des appels à des réformes radicales des relations économiques, commerciales et financières internationales, ainsi que des institutions correspondantes. C'est ce que montrent les évolutions en Afrique, notamment en Afrique subsaharienne et en Afrique de l'Ouest. De plus en plus de pays et de régions mènent une politique d'autonomie stratégique. Le Brésil, par exemple, a présenté une initiative visant à l'intégration de l'Amérique du Sud afin de renforcer son autonomie stratégique. De plus en plus de pays coordonnent leurs efforts pour construire un ordre mondial multipolaire et démocratiquement structuré. Cette coordination ne fait certes pas abstraction des positions, intérêts et priorités spécifiques, mais elle ne néglige pas non plus les priorités stratégiques communes, sans lesquelles la protection des intérêts spécifiques n'est pas possible. La construction d'un nouvel ordre mondial plus juste, fondé sur les principes d'égalité souveraine, de non-ingérence et de liberté de choisir sa propre voie de développement, devrait être considérée comme une valeur qui prime sur toute particularité. L'indépendance, l'égalité, la souveraineté et la dignité ne sont offertes à personne sur un plateau d'argent, et encore moins à titre d'acte de charité ou de récompense. S'engager sur cette voie exige de la clairvoyance et des efforts.

La majorité mondiale est en effet le «NAM plus», source de détermination et d'énergie pour la construction d'un monde multipolaire.

suite page 2

* Le texte s'inspire de l'intervention de l'auteur lors de la Table ronde intitulée «Non-alignement et multipolarité» qui s'est tenue, le 3 septembre 2026, au Centre de presse de Belgrade (Serbie).

Le Parlement régional de Saxe-Anhalt adopte une «initiative de paix»
Des pourparlers de paix plutôt qu'une extension de la guerre en Ukraine

hd. Le 14 octobre, le Parlement régional de Saxe-Anhalt, nouvellement élu le 6 septembre, a adopté, lors d'une séance extraordinaire et à la majorité des voix des groupes parlementaires de l'AfD et du BSW, une motion présentée par ces deux groupes à l'intention du gouvernement régional (document n° 9/31 du 7 octobre 2026; voir encadré). Dans l'exposé des motifs de la motion, le président du groupe AfD, Ulrich Siegmund, a notamment déclaré:

«Aujourd'hui est un grand jour, aujourd'hui c'est un jour historique; car aujourd'hui, pour la première fois depuis le début de cette terrible guerre en Ukraine, une initiative de paix, une véritable initiative de paix, émanera d'un parlement allemand, et ce, ici même, en Saxe-Anhalt. […] Aujourd'hui, nous allons adopter pour la première fois une initiative de paix qui ne part pas seulement de Saxe-Anhalt, mais qui s'exprime au nom de millions de personnes dans toute l'Allemagne, dans toute l'Europe, aspirant ardemment à cette paix. […] Bien sûr, certains se sont demandé: pourquoi pas un sujet régional? […] Mais nous estimons devoir désormais nous attaquer aux problèmes fondamentaux. Ce sujet est l'un des problèmes fondamentaux concernant presque tous les domaines de notre société, y compris ici, dans ce Land, puisque nous nous trouvons sur une pente glissante, néfaste pour l'avenir – la cause principale de tout ce qui va de travers chez nous. C'est pourquoi nous ne voulons pas nous contenter de parler, nous voulons agir. […] Pour aboutir à la paix, aucun jour ne doit plus être perdu. C'est pourquoi nous nous sommes réunis aujourd'hui, pour contribuer activement à un meilleur avenir, pour toute l'Europe. […] Nous voulons que l'on mette enfin un terme au massacre des êtres humains. La guerre n'aboutit jamais à une solution. Nous devrions tous, tous groupes politiques confondus, avoir tiré cette leçon de l'histoire depuis longtemps. Et nous ne voulons pas que notre pays continue à s'impliquer dans une guerre qui n'est pas la nôtre ni qu'il fasse ainsi en sorte que cette guerre s'étende jusqu'ici. Nous ne le voulons pas. Nous ne voulons pas non plus devenir une société qui s'apprête à la guerre. Nous voulons devenir aptes à la paix […]. Tout dialogue sérieux visant à faire taire les armes mérite que nous fassions avancer cette initiative, ici, aujourd'hui, depuis la Saxe-Anhalt – que nous la soutenions et que vous approuviez notre initiative, vous tous, ici même et aujourd'hui même. […] Bien entendu, nous condamnons la terrible guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Car aucune guerre n'apporte des solutions durables. Cette leçon, je me répète, c'est ce que nous apprend l'histoire. Nous constatons, par contre, que chaque guerre connaît ses préliminaires qui la précèdent et qu'elle ne trouve de solution qu'en s'asseyant à la même table, d'égal à égal et dans le respect mutuel, pour enfin faire taire les armes, négocier un cessez-le-feu et mettre fin aux pertes humaines. […] Je suis très reconnaissant envers le BSW d'avoir rendu possible, aujourd'hui, ensemble avec nous, cette initiative de paix, conçue en faveur de la Saxe-Anhalt ainsi qu'en faveur de l'Allemagne. Ce signal fort envoyé depuis la Saxe-Anhalt au Bundesrat est plus que jamais nécessaire, et ce au niveau fédéral. Des millions de personnes préfèrent la diplomatie à l'escalade. Elles souhaitent la sécurité pour leurs enfants, pour leurs familles, pour l'avenir de nous tous. Elles souhaitent un signal fort en faveur de la paix. Et c'est précisément ce signal de paix qu'ils perçoivent aujourd'hui. Nous allons l'adopter ensemble aujourd'hui, ici en Saxe-Anhalt. Notre avenir est basé sur la Paix.»

Claudia Wittig, du BSW, a notamment déclaré lors du débat au Parlement régional:

«L'attaque de la Russie contre l'Ukraine, en février 2022, a été un choc pour nous tous. La solidarité allait de soi. Les gens se sont montrés prêts à aider.

[…] Mais il est rapidement apparu que tout le monde n'avait pas intérêt à mettre fin à cette guerre le plus rapidement possible, que tout le monde ne souhaitait pas en analyser objectivement les causes et que toutes les actions d'aide largement médiatisées n'étaient pas nécessairement dans l'intérêt des populations sur place. […] Entre-temps, beaucoup de gens ont pris conscience d'une chose: sans concessions, cette guerre ne peut pas prendre fin. Sans renoncer à des exigences maximales, sans prendre au sérieux les craintes de la Russie face à l'avancée de l'OTAN et sans une réelle volonté de dialogue, nous ne nous rapprocherons pas d'un accord de paix. Sans ces conditions préalables, des humains continuent de mourir chaque jour en Ukraine, au front, dans les villages, dans les villes, pour une guerre qui n'est pas la leur. L'Ukraine est le jouet des intérêts géostratégiques des grandes puissances, et ses habitants le paient de leur vie. […] Il faut enfin que cela cesse. […] Le BSW a été élu au Parlement régional de Saxe-Anhalt par des citoyens qui ne veulent plus se prêter à ce jeu, par des concitoyennes et concitoyens qui ont compris que les guerres se terminent à la table des négociations, qui ont compris qu'on ne vainc pas une puissance nucléaire sur le champ de bataille. Nous avons été élus par des hommes et des femmes qui ne font pas confiance à ce gouvernement fédéral ni, et en premier lieu même, à notre chancelier, qui ne croient plus qu'il prenne les bonnes décisions afin que cette guerre ne coûte pas bientôt aussi la vie à nos jeunes – ici, dans notre Land. […] Il est grand temps de mettre fin à cette guerre. L'heure est aux négociations. […] Alors que le budget de la défense explose d'année en année, on exige de notre population de se serrer la ceinture. Il y a de moins en moins d'argent pour les retraites, les soins et les familles […]. Chaque jour, le risque d'une grande guerre s'accroît. Le chancelier, et avec lui les élites politiques à Berlin et à Bruxelles, semblent même le souhaiter. […] Ici, à Magdebourg, nous avons pour la première fois l'occasion, depuis un parlement régional, de leur dire clairement: ça suffit! Les gens veulent la paix et ils la veulent partout: en Allemagne, en Russie et en Ukraine. […] Dans notre motion, nous exigeons que le gouvernement fédéral œuvre immédiatement et par tous les moyens en faveur d'une solution diplomatique à cette guerre et au cessez-le-feu immédiat. Nous exigeons, en plus, la cessation immédiate des livraisons d'armes. Car personne ne peut se mettre, de manière crédible, à la table des négociations pour la paix en restant une partie belligérante dans le fait d'apporter, à un belligérant, son soutien militaire de plus en plus important. […] De nouvelles livraisons d'armes augmentent le risque d'une escalade nous approchant infailliblement à une guerre nucléaire. Nous exigeons en plus l'arrêt complet de tout soutien financier à l'Ukraine, dans la mesure où il est prouvé qu'ils dépassent le cadre de l'aide humanitaire. […] Le gouvernement fédéral estime l'aide à l'Ukraine à 100 milliards d'euros. Ce face au fait qu'en Allemagne, des retraités récupèrent des bouteilles consignées dans les poubelles. […] Et nous exigeons la fin des sanctions, qui n'ont pas empêché la Russie d'entrer en guerre. Sous prétexte de devoir moral, nous détruisons notre économie nationale et continuons à nous approvisionner en énergie, par exemple auprès des Etats-Unis, qui sont eux-mêmes impliqués dans des actes de guerre contraires au droit international et qui, en ce moment même, pendant que nous parlons, négocient à leur tour avec la Russie des prix avantageux pour le diesel. […] Nos revendications visent donc à mettre fin à la guerre et à arrêter enfin l'hécatombe ukrainienne. Elles visent à empêcher que la guerre ne s'étende à nos contrées aussi et n'y coûte notre taux à vies humaines. Leur mise en œuvre est urgente pour sauver l'économie nationale et, avec elle, des milliers d'emplois. Ce n'est qu'un premier pas, mais il est attendu depuis longtemps. […] La majorité des habitants de Saxe-Anhalt veut la paix, des emplois de qualité et une énergie abordable. La guerre et ses retombées sur notre Land figurent parmis les sujets sur lesquels la population, en particulier à l'Est, se sent le moins représentée par la classe politique. […] •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Des pourparlers de paix plutôt qu'une extension de la guerre en Ukraine»

«I. La politique à imposer des sanctions contre la Russie, des embargos économiques, ainsi qu'à fournir des armes et une aide financière à l'Ukraine, a échoué. Dans la guerre en Ukraine, le parti pris unilatéral de l'Occident n'a pas contribué à mettre fin au conflit; au contraire, il prolonge les souffrances de la population et accroît le risque d'une extension de la guerre à d'autres Etats. La guerre énergétique et économique menée contre la Russie cause de dégâts massifs à l'industrie, au secteur économique, au commerce et aux citoyens en Allemagne.

II. Le Parlement régional (Landtag) exhorte donc le gouvernement du Land à œuvrer, par tous les moyens dont il dispose – notamment en prenant une initiative en ce sens au sein du Bundesrat –, pour empêcher toute nouvelle escalade en Ukraine et pour mettre en œuvre une politique axée sur l'instauration de la paix. La priorité doit être donnée à la diplomatie. Un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture de négociations de paix avec la Russie sont indispensables. Dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu, les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie doivent être normalisées. Les sanctions économiques contre la Russie doivent être levées sans délai. Le soutien financier à l'Ukraine doit cesser immédiatement, dès lors qu'il excède le cadre de l'aide humanitaire. Les livraisons d'armes à l'Ukraine doivent être suspendues. L'apport d'équipements militaires supplémentaires prolonge la guerre et augmente le risque d'une escalade accrue. Dans la perspective d'un ordre de paix durable, il convient d'œuvrer en faveur de statut d'Etat neutre pour l'Ukraine.»

Source : Document parlementaire 9/31 du Parlement régional (Landtag) de Saxe-Anhalt, en date du 7 octobre 2026.

(Traduction *Horizons et débats)*

«‹Non-alignement et multipolarité›»
suite de la page 1

Le rôle de la Serbie

Quelques mots encore sur l'intérêt de la Serbie à renforcer davantage ses relations et sa coopération avec les membres du Mouvement. En tant que diplomate, je m'étais engagé en faveur du rétablissement des droits d'adhésion de la République fédérale de Yougoslavie au sein du Mouvement des pays non alignés. Aujourd'hui encore, je préférerais que la Serbie soit membre à part entière du *Mouvement des pays non alignés* plutôt que d'avoir, comme c'est le cas actuellement, le statut d'observateur. Je ne vois pas pourquoi une adhésion au *Mouvement des pays non alignés* se trouverait en contradiction avec la stratégie serbe de la «voie européenne». Le *Mouvement des pays non alignés* n'est ni une idéologie, ni une organisation, et encore moins un bloc. Après tout, les valeurs fondamentales du mouvement sont l'égalité, un ordre mondial démocratique, la coexistence, les droits de l'homme et la prospérité pour l'humanité.

Il est bien sûr positif que la Serbie entretienne des partenariats et des relations amicales avec le plus grand nombre possible d'amis et de partenaires qui se respectent et se font confiance mutuellement. Avoir 120 pays du *Mouvement des pays non alignés* comme alliés constitue un atout majeur et une source de soutien considérable. D'un point de vue pratique, le NAM offre un potentiel illimité pour le développement de coopérations bilatérales mutuellement avantageuses – dans les domaines de l'économie, de la technologie, des investissements, de la construction, des sciences, de la culture et de la santé. Un grand nombre de pays du *Mouvement des pays non alignés* sont confrontés au problème de la sécurité alimentaire. C'est précisément dans le domaine de la production alimentaire que la Serbie dispose d'un potentiel scientifique et technologique considérable. Elle l'a démontré avec succès, depuis des décennies, en mettant au point de nouvelles variétés de céréales et de graines oléagineuses dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. Or, les conditions sont réunies pour élargir et renforcer considérablement cette coopération dans le nouveau contexte.

Des décennies d'expérience en matière de coopération

La Serbie n'est pas un pays excessivement grand, mais elle dispose d'une expérience précieuse issue de décennies de coopération avec le *Mouvement des pays non alignés*. D'un point de vue symbolique, toutes les portes sont ouvertes à la Serbie pour une coopération avec le NAM. La seule question qui se pose est de savoir si elle est suffisamment préparée sur le plan organisationnel pour tirer parti de ces possibilités à la satisfaction de toutes parties y engagées. Il est temps d'explorer des formes d'action commune avec d'autres pays et des institutions internationales, telles que la *Nouvelle Banque de développement*.

Les pays non alignés soutiennent la Serbie

La majorité des membres du mouvement soutient la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie. Ils soutiennent les efforts déployés par la Serbie pour régler le statut futur du Kosovo-Metohija sur la base et dans le cadre de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU. De plus, il existe toujours, parmi les membres du *Mouvement des pays non alignés* un potentiel considérable pour de nouveaux retraits de la «reconnaissance» de la sécession illégale de Pristina, car un nombre croissant de pays du NAM, qui avaient accordé une telle reconnaissance de manière précipitée ou sous la pression extérieure, ont entre-temps pris conscience que ce procédé s'avérait être contre-productif.

Enfin, en continuant à améliorer ses relations et sa coopération avec le NAM et ses différents membres, la Serbie renforce son renom et sa position sur la scène internationale. Il ne s'agit pas seulement de la coopération et des relations avec près des deux tiers des membres de l'ONU, bien que cette voie propice soit remarquable. Ce qui est moins visible, mais tout aussi significatif, c'est qu'avec autant de partenaires et d'amis proches au sein du NAM, la Serbie gagne en prestige et en poids sur la scène internationale, ce que les autres acteurs mondiaux ne peuvent guère ignorer compte tenu de leurs intérêts. En entretenant et en renforçant ses relations avec le NAM, la Serbie s'assure des débouchés pour ses biens et services, des sources d'approvisionnement pour un large éventail de matières premières stratégiques et de ressources énergétiques, ainsi que du soutien diplomatique en cas de besoin, que ce soit aux Nations unies ou dans d'autres instances internationales.

Œuvrer pour son propre bien-être et celui de l'humanité

Fondé à Belgrade en 1961, le *Mouvement des pays non alignés* a joué, au cours des 65 dernières années, un rôle positif d'importance stratégique et a apporté une contribution essentielle à la décolonisation, à la démocratisation des relations internationales, à la prévention des conflits mondiaux, au règlement pacifique des différends ainsi qu'au renforcement de la solidarité et à l'humanisation des relations internationales. Dans la nouvelle ère de développement mondial qui s'ouvre actuellement, l'élimination du néocolonialisme, la réforme du système des Nations unies et la construction d'un nouvel ordre mondial multipolaire, démocratique et équitable constituent autant de défis interdépendants pour le NAM et les autres acteurs qui considèrent leur propre bien-être comme indissociable de celui de l'humanité. Il ne fait aucun doute que le *Mouvement des pays non alignés,* la majorité mondiale et d'autres facteurs de prospérité mondiale maîtrisent ces défis avec succès. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Le monde se trouve devant un tournant décisif dans son évolution»

Discours du Président russe Vladimir Poutine devant le Club international Valdaï, le 1er octobre 2026 (extraits)

hd. Du 28 septembre au 1er octobre 2026, le club russe Valdaï a tenu sa 23e conférence annuelle, cette fois sur le thème: «Responsabilité envers l'avenir: limites du possible ou possibilités illimitées?». L'un des moments forts a été le discours du Président russe, *Vladimir Poutine,* suivi d'une discussion d'environ trois heures.

[…] Nous avons toujours aspiré non seulement à dresser un diagnostic de l'état du monde, mais aussi à esquisser les contours de l'ordre mondial en train de se faire.

Je suis convaincu que l'héritage intellectuel du Club [Valdaï], ainsi que le dialogue direct et ouvert entretenu depuis de nombreuses années, seront assurément mis à profit lorsque nous devrons tous – Orient et Occident, Nord et Sud – parvenir, tôt ou tard, à un consensus sur les principes régissant l'élaboration d'un nouvel ordre mondial, capable de garantir le progrès et le développement de l'humanité pour les décennies à venir.

Malheureusement, nous devons admettre qu'aujourd'hui, nous sommes confrontés à d'autres défis: des enjeux plus urgents et plus pressants. […] Les tendances alarmantes que nous observons sur la scène internationale nous obligent à ne pas nous concentrer en priorité sur la manière dont les interactions mondiales pourraient, à l'avenir, être organisées de façon plus intelligente, plus efficace et plus juste – bien que tout cela soit, naturellement, d'une importance vitale –, mais plutôt sur la manière de préserver la paix et la sécurité mondiales, ici et maintenant, à une époque où de nombreuses normes juridiques établies ont été écartées, tandis que de nouvelles n'ont pas encore surgi.

Que faut-il faire pour éviter les scénarios les plus catastrophiques? Assumer la responsabilité de notre avenir commun est bien plus qu'un simple slogan abstrait. Suivre cette voie implique un ensemble de mesures concrètes visant à empêcher que l'humanité ne soit poussée au bord de l'abîme; il s'agit d'éviter des conséquences irréparables.

Le monde se trouve face à un tournant décisif dans son évolution. Cela ne tient pas uniquement à la politique ; la politique, comme toujours, n'est que le suivi de mutations profondes. Des transformations s'opèrent dans tous les domaines: de la quasi-totalité des secteurs technologiques aux structures sociales de nos sociétés; du climat à la médecine; des sciences militaires à la bioéthique; de l'avenir de l'énergie aux évolutions démographiques; de la numérisation universelle et de l'intelligence artificielle à des modèles de développement économique entièrement inédits. […]

L'ampleur des changements, déjà survenus ou à venir, est véritablement immense. Nous semblons en prendre conscience – comme en témoignent les nombreux débats sur l'avenir, souvent empreints de la crainte de l'incertitude et de l'imprévisibilité –, mais l'humanité n'a pas encore pleinement saisi la véritable portée du défi auquel elle est confrontée. Nous entrons dans une réalité totalement nouvelle, sans préalable. Les menaces et les dangers sont indissociablement liés à des opportunités et à des perspectives; ils ne peuvent être séparés les uns des autres. C'est l'ensemble de notre mode de vie qui est en train de changer.

Il faut y insister: il ne s'agit pas seulement, ni même principalement, de déplacements dans le rapport de force entre les grandes puissances ou d'une redistribution de l'influence économique et technologique. Tout cela est certes important et se produit bel et bien. Mais ce qui compte par-dessus tout, c'est que ces transformations touchent à la nature biologique et morale de l'être humain, atteignant notre être le plus profond et influençant notre mode de vie ainsi que les fondements de notre vision du monde. La technologie ouvre des perspectives littéralement fantastiques pour prolonger la durée de vie et améliorer la qualité de l'existence. Cependant, elle porte également à un niveau dépassant tous risques d'anéantissement de l'humanité tout entière, que ce soit par le biais de conflits militaires, d'une dégradation rapide de l'environnement ou de la perte de contrôle sur des processus technologiques déjà enclenchés. […]

Quel que soit le scénario qui se dessinera dans le monde au cours des prochaines années, il est malheureusement probable que les conflits internationaux se poursuivent. Ce tournant s'explique en partie par le fait que les changements profonds actuellement à l'œuvre, ainsi que les opportunités qu'ils génèrent, stimulent les ambitions et encouragent la prise de risques en vue d'un gain potentiellement considérable. Je préférerais me tromper dans cette analyse, mais les tendances durables que nous observons indiquent malheureusement le contraire. Nous demeurons toutefois confiants dans le fait que, à long terme, à mesure que le monde s'éloignera de l'hégémonie occidentale, la situation internationale s'améliorera progressivement, aboutissant à un ordre international multipolaire plus stable, plus démocratique et plus libre. Il est cependant tout aussi évident que, sur la voie menant à un tel ordre mondial, les Etats, les communautés et chaque individu seront exposés à divers risques. C'est inévitable en période de mutations profondes. C'est pourquoi la minimisation des risques à tous les niveaux – du plan mondial à celui de l'individu – constitue un enjeu majeur pour les décideurs politiques, les dirigeants économiques ainsi que les figures de proue du monde scientifique et de la société en général. Beaucoup repose sur ces acteurs. Assumer ses responsabilités implique également d'aider autrui à comprendre ces risques et à s'y préparer, afin que les individus et les familles ne se retrouvent pas livrés à eux-mêmes face aux défis liés à la sécurité, aux transformations du marché du travail ou à l'environnement numérique – pour ne citer que quelques exemples. […]

Cette perspective signifie-t-elle que nous sommes désormais livrés au chaos? Non; il est assurément prématuré de porter un tel jugement. De manière générale, un monde régi par des normes clairement définies et par les institutions qui les font respecter – un monde «ordonné», en quelque sorte – est une invention récente, apparue au cours du siècle passé seulement. Tous les siècles précédents ont existé sans un tel système. Comme nous le savons, les résultats furent, pour le moins, contrastés: l'arrogance, l'envie et la cupidité ont toujours empoisonné la politique mondiale, et elles continuent de se manifester aujourd'hui.

Néanmoins, les puissances responsables ont toujours rivalisé entre elles, sous une forme ou une autre; mais elles savaient aussi coopérer, établir des cadres pour leurs relations mutuelles ainsi qu'avec des Etats plus modestes, et, dans l'ensemble, elles se sont généralement efforcées de préserver la stabilité. Face à la crise persistante des institutions et à l'érosion du droit international, les grandes puissances portent une responsabilité immense, à la mesure de leurs capacités considérables. Ces Etats ont le pouvoir de prendre des mesures susceptibles d'inverser les tendances mondiales – soit en favorisant une plus grande prévisibilité et une sécurité accrue, soit, au contraire, en aggravant l'ensemble des problèmes existants. Ce potentiel se trouve multiplié par les technologies innovantes que j'ai déjà évoquées. Il est évident que l'avenir du monde, et celui de chacun d'entre nous, dépend de l'efficacité avec laquelle les risques seront gérés durant cette phase de mutation brutale.

L'absence de règles universellement reconnues et d'une compréhension commune du principe de sécurité égale et indivisible – voire la remise en cause totale de ce principe – favorise souvent des comportements égoïstes. Dans certains cas, cela se traduit par des tentatives agressives visant à s'assurer des avantages unilatéraux, à accentuer la confusion et à l'exploiter pour promouvoir des intérêts propres.

Cela signifie-t-il que nous sommes désormais livrés au chaos? Non; il serait assurément prématuré de porter un tel jugement. De manière générale, un monde régi par des normes clairement définies et par les institutions qui les font respecter – un monde «ordonné», en quelque sorte – est une invention récente, apparue seulement au cours du siècle dernier. Tous les siècles précédents ont existé sans un tel système. Comme nous le savons, les résultats ont été, pour le moins, contrastés: l'arrogance, l'envie et la cupidité ont toujours empoisonné la politique mondiale, et elles continuent de se manifester aujourd'hui.

Néanmoins, les puissances responsables sont toujours entrées en concurrence, sous une forme ou une autre ; mais elles ont aussi su coopérer, établir des cadres pour leurs relations mutuelles ainsi qu'avec des Etats plus petits, et, en règle générale, s'efforcer de préserver la stabilité.

Face à la crise persistante des institutions et à l'érosion du droit international, les grandes puissances portent une responsabilité immense, à la mesure de leurs capacités considérables. Ces États ont le pouvoir de prendre des mesures susceptibles d'inverser les tendances mondiales – en favorisant une plus grande prévisibilité et une meilleure sécurité, ou, à l'inverse, en aggravant les problèmes existants. Ce potentiel se trouve multiplié par les technologies innovantes que j'ai déjà évoquées. Il est évident que l'avenir du monde, ainsi que celui de chaque individu, dépend de l'efficacité avec laquelle les risques sont gérés durant cette phase de changement brutal.

L'absence de règles universellement reconnues et d'une compréhension commune du principe de sécurité égale et indivisible — ou la remise en cause totale de ce principe — favorise souvent des comportements égoïstes. Dans certains cas, cela se traduit par des tentatives agressives visant à s'assurer des avantages unilatéraux, à aggraver la confusion et à en tirer profit pour servir ses propres intérêts. La politique internationale en fournit des exemples presque quotidiennement. Tous les tabous, imaginables ou non, sont transgressés. […] Je suis profondément convaincu qu'un domaine aussi complexe que les relations internationales exigera, malgré tout, de la prudence et le respect non seulement des lois en vigueur, et en plus — pour reprendre un terme juridique — du droit coutumier; ce qui implique de respecter non seulement la lettre, mais aussi l'esprit de la loi, ainsi que les pratiques établies et généralement reconnues.

Les contraintes morales et éthiques, ainsi que les normes élémentaires de décence, demeurent importantes, car leur respect offre au moins la possibilité de maintenir une forme de dialogue. A l'inverse, le non-respect systématique des engagements, la tromperie, la transformation de la communication en une farce – et de toute discussion substantielle en un exercice de propagande –, ainsi que la dérision manifeste et la déformation des faits à des fins de gains à court terme, détruisent le fondement même de la coexistence internationale.

Une telle approche – permettez de la désigner ainsi – de la conduite des affaires internationales est à courte vue et dangereuse. Un gain temporaire, obtenu de cette manière, peut se transformer en revers à long terme et, surtout, aggraver la situation pour tous; car l'interdépendance du monde est une réalité qui ne saurait disparaître. Le principe selon lequel «la force prime le droit» semble guider certains acteurs internationaux, évoquant leur présupposé «propre statut exceptionnel» — sur les plans militaro-politique, économique et, à les en croire, moral aussi. L'histoire nous enseigne que de telles attitudes ne finissent jamais bien. […]

Si nous voulons vivre – et qui ne le voudrait pas? –, […] vivons donc en amitié et trouvons ensemble les moyens d'atteindre cet objectif! Certes, instaurer la confiance est un processus ardu et fragile. Il est très difficile de l'engager sur la bonne voie, alors qu'il est très facile qu'il déraille. Les intérêts ne coïncident jamais totalement, même entre les partenaires les plus proches; et ce, a fortiori, entre des pays qui sont rivaux et engagés dans une compétition globale, voire dans une confrontation.

Tôt ou tard, la situation internationale et le système international finiront par se stabiliser autour d'une forme d'équilibre durable. Il s'agit indéniablement d'un processus complexe, multidimensionnel et à plusieurs étapes, qui repose sur des compromis mutuels, sur la volonté de se rencontrer et sur une évaluation lucide de la situation – y compris de la part de l'Occident. L'ancien hégémon devra inévitablement reconnaître les réalités d'un monde multipolaire – il suffit d'observer les tendances qui façonnent l'économie mondiale – et apprendre à coopérer avec les pays de la «majorité mondiale», dans le respect de leurs intérêts fondamentaux. Cela prendra, bien entendu, du temps. […]

Nous tous, la communauté internationale dans son ensemble, portons une responsabilité collective quant à l'avenir. Ce n'est ni une exagération ni une métaphore. Comme je l'ai souligné, il s'agit d'une tâche tout à fait concrète qui exige notre attention immédiate.

On devra donc persévérer dans l'espoir que nos descendants liront, dans leurs manuels d'Histoire, que le deuxième quart du XXIe siècle a marqué un tournant décisif: l'humanité, prenant conscience de l'ampleur des mutations en cours et des défis pesant sur son existence, a su mettre de côté les querelles mesquines, les ambitions personnelles et l'égoïsme. Elle a su se tendre la main pour s'attaquer aux problèmes communs, transformer la révolution technologique – source de multiples menaces – en un vaste éventail d'opportunités, et s'attaquer concrètement, par des actes plutôt que par des mots, aux inégalités sociales et à la dégradation de l'environnement. Elle a su comprendre l'absurdité des confrontations militaires et des diktats, reconnaître la nécessité de trouver des solutions mutuellement acceptables à tous les enjeux et problèmes émergents, et enfin, entamer la construction d'un nouvel ordre mondial stable. Je suis convaincu qu'il en sera ainsi; car, si tel n'était pas le cas, le danger s'accroîtrait qu'il ne resterait bientôt plus personne à consulter ces manuels ni personne pour les rédiger. Espérons le meilleur et, surtout, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce meilleur avenir devienne notre réalité. […]•

Traduction par *Horizons et débats*, établie à partir de la traduction en allemand du document original en anglais, disponible sous*: https://seniora.org/politik-wirtschaft/politik/wladimir-putin-sprach-auf-der-plenarsitzung-des-23-jaehrlichen-treffens-des-waldai-diskussionsklubs*, en date du 2 octobre 2026.

Poutine rappelle d'urgence nos responsabilités

par Urs Graf

Il faut l'écouter si l'on veut comprendre quelque chose. *Vladimir Poutine,* Président de la Fédération de Russie, est sans doute l'homme d'Etat le plus décrié de notre hémisphère; pourtant, son discours se distingue, de manière presque rafraîchissante, des prises de parole et des déclarations de la quasi-totalité de ses homologues européens. Il les avertit, tout simplement, de l'immense responsabilité qu'ils partagent.

Lors de son intervention au forum de Valdaï, le 1er octobre 2026, il a abordé les questions cruciales pour l'humanité, face à une époque marquée par des bouleversements mondiaux complexes. Il a évoqué le sentiment d'insécurité face à la fragilité des ordres internationaux et des institutions, tout en soulignant les dangers — mais aussi les opportunités leur innés capables à mener à un avenir plus stable. Il dénomme les risques liés à la puissance démultipliée des moyens technologiques actuels, si toutefois ceux-ci ne sont pas mis au service de la vie et du bien commun. A propos de ce que l'on appelle l'«intelligence artificielle», il a introduit le concept de «numérisation prudente», en disant que cette notion signifierait «refuser à l'intégration incontrôlée de telles technologies dans des domaines ayant toujours été vitaux et sensibles quant au développement moral de l'être humain.» Il a, par ailleurs, fait appel au sens des responsabilités des dirigeants dans les sphères économique, scientifique et politique. Il s'adresse à tous les peuples de la Terre et à leurs chefs d'Etat: «Beaucoup de choses dépendent de ces individus.»

Il a également évoqué l'histoire récente, tourmentée, de son propre peuple, sans pour autant placer les intérêts vitaux de la Russie au-dessus de ceux des autres nations. Mais il n'oublie pas non plus les menaces adressées, ces dernières années, à la Russie, par certains représentants des Etats occidentaux. Il met en garde contre une nouvelle escalade, en ces termes: «Dans l'ensemble, la russophobie, l'oppression et le meurtre de Russes, ainsi que la destruction de la Russie, ne devront pas être érigés en idéologie d'Etat, alors même que l'on cherche à infliger une défaite stratégique à la Russie.»

Il salue l'engagement considérable de l'homme d'Etat allemand *Egon Bahr* (1922–2015), en faveur de la détente en Europe, en le résumant ainsi : «La préoccupation majeure de Bahr concernait le risque d'une confrontation persistante en Europe après la réunification de l'Allemagne, et la crainte que […] certains cercles au sein de l'OTAN – qui ne cherchent nullement à emprunter la voie d'une coopération paneuropéenne ni à mettre fin à la confrontation – ne consolideraient leurs positions et leur influence. C'est ce qu'il a exprimé alors. Il percevait déjà, à l'époque, l'existence de telles forces.»

Nous constatons aujourd'hui les conséquences de ces aspirations. Le patrimoine culturel des peuples européens est bien plus vaste que ce que nous en avons réalisé jusqu'à présent. Dans le chaos d'une politique de puissance malsaine, nous avons perdu toute vision; il nous faut désormais nous retrouver. Il en va de l'intérêt vital des populations.

Selon le Président Poutine, la véritable grandeur d'un Etat réside dans sa capacité à «accroître son propre héritage et à le développer de manière créative, en tenant compte des réalités modernes…». Cela rappelle les mots de l'écrivain suisse *Gottfried Keller:* «Sachons préserver ce qui s'est avéré être bon dans le passé – tout en créant, sur ses bases et à chaque instant, du nouveau.»

Sans pression sur Israël – pas de solution

Interview de Gabriela Neuhaus (infosperber) avec Philippe Lazzarini

gn. Dans son livre «Témoin de Gaza»[1], Philippe Lazzarini, ancien directeur général de l'UNRWA, dévoile les coulisses de la diplomatie avec une franchise et une lucidité sans précédent.

Pendant six ans, de mars 2020 à fin mars 2026, ce diplomate suisse a occupé le poste de Commissaire général de l'«Office des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient» (UNRWA). Lorsqu'il avait été nommé à cette fonction par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, il pensait bien connaître les nombreux défis que cette mission impliquait.

Il a pourtant été surpris lorsque, à l›occasion de leur premier échange, le ministre israélien des Affaires étrangères lui a tenu ces propos: «Nous rejetons toute légitimité à l'existence de l'UNRWA, mais puisque à présent vous êtes là et que nous n'avons pas d'alternative, nous coopérerons avec vous, sur le plan opérationnel et pragmatique.»

Cette attitude dépréciative envers l'UNRWA a cependant radicalement changé encore, après l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023. L'UNRWA, traité jusqu'alors de «mal inévitable», passa dès lors au rang d'adversaire à éliminer, comme le résume Philippe Lazzarini dans son rapport d'expérience mentionné ci-dessus.

Paru récemment, en français, cette publication offre non seulement un précieux aperçu de la chronologie des événements survenus à Gaza après le 7 octobre, mais décrit également, de manière particulièrement détaillée, les mécanismes complexes de la politique internationale et leurs répercussions sur les populations concernées. A titre d'exemple, citons la campagne de diffamation, orchestrée par Israël contre l'UNRWA, qui a conduit de nombreux Etats – dont la Suisse – à arrêter temporairement leur soutien financier à cette agence d'aide humanitaire des Nations unies.

Bien que les enquêtes menées par les Nations unies n'aient pas permis de confirmer l'implication – présumée par Israël[2] – de 19 employés de l'UNRWA dans l'attaque du 7 octobre, ces allégations ont causé des conséquences négatives d'envergure à cette organisation humanitaire. Compte tenu de son financement précaire et insuffisant, on doit se demander si, et pendant combien de temps, l'UNRWA se trouvera encore en état de remplir sa mission lui confiée par l'Assemblée générale des Nations unies. Pendant toute la durée de son mandat, Lazzarini a agi en ardent défenseur du droit international, de l'ONU et du respect des droits de l'homme. En coulisses également, il a, sur le plan diplomatiqu, tout mis en œuvre pour que l'organisation humanitaire, forte de ses 30 000 employés, puisse remplir sa mission au mieux de ses possibilités, malgré tous les obstacles.

Dans son livre, Lazzarini nous donne un aperçu passionnant, sinistrement révélateur aussi, des rouages de la realpolitik dans la politique internationale: à quelques exceptions près – comme l'Espagne ou l'Irlande –, les responsables de nombreux pays occidentaux se sont comportés, vis-à-vis de l'UNRWA, comme les représentants opportunistes d'une politique internationale qui hésite à dénoncer et à condamner les violations du droit international commises par Israël, croyant pouvoir éviter d'être taxés d'«antisémites».

Gabriela Neuhaus: Un peu plus de six mois après la fin de son mandat, Philippe Lazzarini a présenté récemment, à Paris, son livre «Témoin de Gaza. Ce qui ne s'efface pas». A l'occasion des «Rencontres Occident-Orient» à Sierre (VS), nous avons pu nous entretenir avec lui pour évoquer son engagement ainsi que son point de vue sur l'actualité au Proche-Orient et à l'ONU. Notre première question portait sur le motif qui avait imposé à l'auteur d'écrire ce livre – après cette période éprouvante durant laquelle il se retrouvait constamment pris, sur le plan politique, entre deux feux?

Philippe Lazzarini: Ces trois dernières années ont en effet été particulièrement mouvementées et éprouvantes. Que ce soit en première ligne à Gaza ou en coulisses, dans le monde de la diplomatie internationale, j'ai été confronté à un drame hors du commun. J'en ai donc voulu en conserver le souvenir tant qu'il était encore frais dans ma mémoire. Même si nous n'avons cessé de dénoncer cette effroyable tragédie, il était important pour moi de rendre compte de son histoire, dans son ensemble. Certes, ces événements étaient documentés quotidiennement, mais on n'en offrait que des fragments isolés d'un puzzle qui ne se présentait jamais dans son ensemble. Mon livre a pour but d'empêcher que le souvenir de ces événements ne s'estompe; je voulais laisser quelque chose de durable. Notamment parce que je connais les pressions qui pèsent sur les Palestiniens et qu'une solution politique devient de plus en plus hypothétique …

Depuis votre départ de la direction de l'UNRWA, comment la situation au Proche-Orient a-t-elle évolué?

La situation dans la région est dramatique. A Gaza, il y a un cessez-le-feu qui n'existe que de nom. Les hostilités se poursuivent, et chaque jour, il y a des frappes militaires. L'*Unicef* a récemment indiqué que, depuis le jour où le cessez-le-feu a été proclamé à Gaza, chaque jour, un enfant trouve la mort. Certes, le cessez-le-feu a empêché la propagation d'une nouvelle famine, mais à part cela, les conditions de vie de la population sont absolument catastrophiques. Lorsque le cessez-le-feu a été mis en place, la bande de Gaza était divisée en deux: 50 % du territoire était entièrement sous le contrôle de l'armée israélienne, tandis que la population était entassée dans les 50 % restants. Depuis lors, l'armée israélienne a poursuivi son avance au point de contrôler aujourd'hui 70 % du territoire, tandis que la population se retrouve confinée dans les 30 % restants de la bande de Gaza. Le cessez-le-feu a par ailleurs eu pour effet de détourner l'attention envers lesort de Gaza. Gaza et la Palestine ne figurent plus en tête des priorités politiques de la communauté internationale, compte tenu de tous les événements qui se déroulent également dans la région, comme les guerres au Yémen ou au Liban.

Nous disposons tout de même du plan de paix du Président américain Trump, avec un Conseil de paix, entériné par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il s'agit là d'un processus qui n'existe pas dans les faits. La seule chose dont nous disposons, c'est un plan de paix qui ne porte que sur la reconstruction et la remise en état du territoire, mais qui ne contient aucun élément visant à faire avancer une solution politique au conflit entre Israël et la Palestine. Dans le même temps, nous constatons la poursuite des violences quotidiennes, des affrontements quasiment incontrôlables, et des conditions de vie de plus en plus insupportables et intenables pour la population palestinienne – non seulement à Gaza, mais aussi en Cisjordanie – avec ces angoisses et ces craintes qui hantent tous ceux qui doivent se rendre d'un endroit à un autre, la peur d'être victime d'un incident totalement arbitraire, provoqué par des colons, ou encore lors de contrôles routiers exercés par l'armée israélienne.

Face à tout cela, quel est actuellement le rôle de l'UNRWA dans les territoires occupés?

Il fait plus d'un an déjà qu'Israël a interdit les convois humanitaires de l'UNRWA à destination de Gaza. L'UNRWA n'y est plus présente ni à Jérusalem-Est, en raison des lois adoptées par le Parlement israélien qui interdisent toute activité de l'UNRWA sur le territoire de l'Etat d'Israël – dont fait également partie, du point de vue israélien, Jérusalem-Est.

Ces lois sont appliquées, bien qu'elles enfreignent le droit international. A Gaza, l'UNRWA emploie toujours entre 10 000 et 11 000 personnes, qui travaillent principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Toutefois, le Conseil de paix [mis en place par le président américain *Trump*, note de la rédaction d'*infosperber*] a déclaré que l'UNRWA ne jouerait, pendant la phase de transition, aucun rôle, reprenant ainsi la position du gouvernement israélien. Supprimer totalement l'UNRWA reste donc un objectif politique. Alors que les Israéliens ont atteint cet objectif à Jérusalem-Est, ils continuent d'exercer des pressions sur Gaza. En réalité, nos collègues de Gaza restent les principaux acteurs du secteur de la santé et l'organisation incontournable pour venir en aide aux centaines de milliers d'enfants de la Bande de Gaza, qui fréquentaient autrefois nos écoles, et qui souffrent de graves traumatismes. Nos collègues poursuivent leurs activités, qui sont difficiles à empêcher, car il s'agit de services à la personne et non de convois d'aide humanitaire.

Dans votre livre, vous soulignez l'importance que les populations palestiniennes attachent aux écoles et à l'éducation – une mission que l'UNRWA a assumée pendant des décennies. Quelle est la situation actuelle, quelles en sont les perspectives?

L'éducation était la seule chose qu'on n'avait jamais pu leur prendre. On leur a pris leurs terres, on leur a pris leurs maisons, on les a expropriés. C'est ainsi que l'éducation, seule clé d'un avenir meilleur, est devenue la fierté des Palestiniens. Aujourd'hui, on leur retire même ce droit, ce qui est à mon avis absolument catastrophique, car le désespoir croissant constitue un terreau fertile pour renforcer la radicalisation. Il est difficile de construire un avenir fondé sur le respect mutuel, la paix et la sécurité, alors qu'une population, déjà complètement traumatisée, est plongée dans un tel état de désespoir. C'est pourquoi je me suis souvent dit que l'éducation aurait dû être considérée comme une priorité commune, comme une tâche d'urgence – en partant du constat que si l'on veut véritablement s'engager en faveur de la promotion et du renforcement de la paix et de la sécurité dans la région, il faut investir dans une éducation allant dans ce but. Malheureusement, c'est exactement le contraire qui se produit actuellement.

Les accusations virulentes et le déficit de financement notoire qui en découle, notamment à la suite des soupçons et des accusations de complicité avec le Hamas, constituent le fil conducteur de ces dernières années de votre mandat. Dans ces conditions, y a-t-il un avenir pour l'UNRWA?

L'organisation est certes affectée par toutes ces campagnes de désinformation. Elle est à la merci de considérations politiques, y compris celles qui prévalent au niveau national dans les pays donateurs. J'ai toujours suivi les élections avec une certaine inquiétude, car selon les résultats, on ne sait pas si un pays continuera ou non à verser des contributions à l'organisation – attitudes qui se manifestent souvent à proportion inverse au soutien ou au non-soutien apporté à la politique du gouvernement israélien. L'organisation souffre toujours d'une situation financière précaire, sans précédent. Avant mon départ, j'ai dû prendre une décision extrêmement difficile et douloureuse: au lieu de récompenser nos collaborateurs pour leur formidable travail, j'ai dû réduire le salaire de la plupart d'entre eux de 20 %. En effet, compte tenu de la situation financière toujours très tendue, la question se pose en effet de savoir si l'UNRWA survivra. Il ne faut pas oublier que l'UNRWA est l'organisation qui, jusqu'à présent, a comblé le vide créé par l'absence d'institutions publiques dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale. Qui prendra le relais de ces services si l'UNRWA venait à disparaître? Au cours de mon mandat à la tête de l'UNRWA, j'ai souvent souligné que l'Assemblée générale des Nations unies avait, à maintes reprises, décidé de prolonger notre mandat et nous avait ainsi engagés à fournir des services publics à des millions de réfugiés palestiniens. Côté financement, cette organisation officielle des Nations unies dépend exclusivement, pour mener à bien sa mission, de contributions volontaires ne disposant ainsi, contrairement à d'autres institutions publiques, d'aucun instrument garanti d'une fiscalité. On se retrouve ainsi à s'habituer à une existence entre le marteau et l'enclume.

Comment percevez-vous le rôle de la Suisse face aux débats politiques houleux autour du conflit au Proche-Orient?

De la part de la Suisse, je m'attendais à ce qu'elle s'engageait davantage en faveur du respect des *Conventions de Genève*, dont elle doit assumer son rôle d'Etat gardien. Ce qui m'a le plus surpris, c'est de constater à quel point notre Parlement reste influençable et sensible aux intérêts de pays tiers. Bien sûr, je savais qu'il existe, dans chaque pays, des groupes d'intérêt qui tentent d'influencer la politique afin d'orienter le marché ou l'économie envers leurs buts particuliers. Mais j'ai découvert qu'il existait également des groupes de pression qui défendent les intérêts d'autres Etats – en l'occurrence ceux d'Israël. Et que certaines organisations, qui servent de porte-parole à cet Etat, se voient accorder l'accès au Parlement, considérées par nos responsables politiques comme tout autant crédibles, sinon davantage même, que les représentants d'organisations internationales telles que la *Croix-Rouge internationale* ou les Nations unies. J'ai été surpris de voir avec quelle facilité de nombreux parlementaires ont tendance à reprendre, sans vérification, les premières informations qui leur parviennent de la part de certains groupes de pression, sans prendre la peine de se renseigner plus amplement. Quand on considère à quel point le conflit israélo-palestinien est chargé émotionnellement et profondément polarisant, il est particulièrement frappant de constater que de nombreux parlementaires prennent par exemple pour argent comptant les informations d'une organisation dont le directeur général a régulièrement fait office de porte-parole de l'armée israélienne au cours des trois dernières années, sans remettre en cause leur neutralité et leur crédibilité [*Marcus Sheff*, directeur général d'IMPACT-se et porte-parole de l'armée israélienne depuis octobre 2023, note de la rédaction *infosperber*].

Cette situation a également eu des répercussions sur les contributions de la Suisse qui n'a, pendant un certain temps, pas respecté ses engagements envers l'UNRWA…

Dès l'automne 2023 – avant même qu'Israël ne porte des accusations de terrorisme contre certains collaborateurs de l'UNRWA – une motion visant à suspendre temporairement les versements à l'UNRWA a été adoptée à une large majorité au Parlement suisse. Cela a été un véritable choc, alors même que les besoins connaissaient une hausse fulgurante. Par la suite, les fonds ont été réduits de 20 millions à 10 millions par an soumis à des conditions. Cette contribution, motivée par des considérations politiques, est délibérément maintenue dans des proportions modestes.

Dans votre livre, vous comparez l'attitude des responsables politiques occidentaux envers Israël à «l'amour aveugle d'un parent pour son enfant», qui conduit cet enfant à devenir un monstre… Mais n'est-ce pas aussi une question d'intérêts nationaux concrets, si l'on pense aux relations économiques et militaires étroites que de nombreux pays – dont la Suisse – entretiennent avec Israël?

Il va de soi qu'en fin de compte, d'énormes intérêts économiques sont en jeu, notamment dans les domaines de la haute technologie, de la surveillance et de l'intelligence artificielle, ce qui peut inciter certains pays à la prudence. Mais ce que je voulais surtout dire par cette comparaison, c'est que si l'on entretient le cercle vicieux de l'impunité, cela finira dans un bain de sang. Jusqu'à présent, Israël n'a pas subi de représailles pour avoir enfreint le droit international. Il n'y a eu aucune conséquence, ni diplomatique, ni économique, ni d'aucune autre nature. Il suffit de revenir sur toutes les discussions qui ont eu lieu au sujet de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël. Or, cet accord le stipule sans ambiguïté: le respect des droits de l'homme est incontournable. C'est aussi simple que cela. Bien que de nombreux rapports attestant des violations des droits de l'homme aient été présentés à la commission, les 27 Etats membres n'ont pas réussi à s'accorder sur des mesures à prendre à l'encontre d'Israël… Plus nous perpétuons ce cercle vicieux de l'impunité, moins nous serons en mesure d'y remédier. Nous savons aujourd'hui que le changement ne viendra pas de l'intérieur: que ce soit l'opposition ou le parti actuellement au

suite page 5

Dégradation rampante des relations internationales

par Aleksandr Levanovich, premier Conseiller d'ambassade, Ambassade de la République de Biélorussie en Suisse

cf. Du 4 au 6 septembre 2026 s'est tenu à Sirnach, dans le canton suisse de Thurgovie, le XXXIII[e] congrès «Mut zur Ethik», consacré cette année au thème «Vivre en dignité». Nous avons publié une première série des conférences dans l'édition 20/21 de *Horizons et débats*, daté du 3 octobre et N° 22 du 20 octobre. D'autres conférences suivront au cours de nos prochains numéros.

Mesdames et Messieurs, chers experts

Au nom de l'Ambassade de la République de Biélorussie en Suisse, je tiens à vous remercier très sincèrement de m'avoir donné l'occasion de m'adresser aux participants du XXXIII[e] congrès «Mut zur Ethik». C'est pour moi un grand honneur et un immense plaisir de partager avec vous la position de mon pays, mais aussi quelques réflexions personnelles, et j'espère ainsi contribuer à ce qui fait l'essence même des traditionnelles «Rencontres de septembre»: examiner les évolutions et les enjeux sous un angle différent.

Il va sans dire que tous les Etats et toutes les organisations internationales déclarent avoir pour objectif principal de respecter et de protéger la dignité humaine. Les moyens, les voies et les possibilités permettant de garantir les droits de l'homme peuvent toutefois varier.

Il est tout à fait évident que chaque pays présente des lacunes en matière de droits de l'homme. Mais la Biélorussie, en particulier, est devenue la cible des critiques occidentales et d'une campagne de dénigrement médiatique, notamment parce que plusieurs tentatives visant à organiser une «révolution de couleur» – dans le but de renverser le gouvernement de Minsk – ont échoué.

Dans l'espace post-soviétique, la Biélorussie constitue à bien des égards une exception. Minsk a toujours été une épine dans le pied des mondialistes occidentaux, car en matière de politique étrangère, la Biélorussie n'a pas misé sur une rupture avec la Russie, mais sur une intégration approfondie dans le cadre de l'Etat de l'Union. Lorsque l'Occident s'en est rendu compte, la Biélorussie a immédiatement été placée sous surveillance étroite dès la fin des années 1990 et soumise à diverses sanctions. Sa désignation comme «dernière dictature d'Europe» était bien sûr facile à retenir et a été volontiers reprise par les médias. Les déclarations de l'UE sur le «soutien au peuple biélorusse», lors de l'instauration des sanctions, se sont révélées être une hypocrisie cynique. Les interdictions commerciales, la suspension du trafic aérien et ferroviaire, ainsi que la fermeture des postes-frontières touchent avant tout les gens ordinaires.

En République de Biélorussie, on accorde traditionnellement une importance particulière aux droits fondamentaux de l'homme, qui sont indissociables de la dignité humaine. Il s'agit du droit au travail, du droit à une éducation gratuite et à des soins médicaux gratuits d'un très haut niveau. En Biélorussie, il est par exemple possible de passer un bilan de santé complet en un ou deux jours. Dans notre pays, les familles avec enfants bénéficient d'une aide financière considérable et de crédits à taux préférentiels pour la construction de logements. Les prix du gaz et de l'électricité sont subventionnés par l'Etat afin de garantir des logements abordables à de larges couches de la population.

La voie de l'économie de marché, qu'on a voulu nous imposer comme seul remède, n'a pas toujours été et n'est pas toujours la solution. Mais en Biélorussie, nous avons mis en place notre propre modèle de développement, dont nous pouvons être fiers. En renonçant à une privatisation effrénée et grâce à la modernisation de divers secteurs, notre pays a pu préserver et développer son potentiel industriel. Plus important encore, ces mesures ont permis d'éviter l'aggravation des disparités entre riches et pauvres. Le secteur privé en Biélorussie s'est également établi et génère aujourd'hui environ 50% de la valeur ajoutée brute. Il emploie environ 57% de l'ensemble des salariés.

Depuis des décennies, les experts occidentaux prédisent l'effondrement de l'économie biélorusse, car ils ne parviennent pas à accepter qu'il puisse exister d'autres voies. «Cela ne doit pas arriver, car cela ne peut jamais arriver»: cette phrase tirée de la nouvelle «Lettre à un voisin érudit» du célèbre écrivain russe *Anton Tchekhov* est certes appropriée ici.

Il va sans dire que la situation tendue dans toute la région et la guerre qui fait rage dans notre voisinage immédiat nous préoccupent grandement. La Biélorussie s'efforce de jouer un rôle constructif dans cette période difficile. Tout le monde ne sait peut-être pas que l'échange de prisonniers et de dépouilles des soldats tombés au combat entre la Russie et l'Ukraine a lieu sur le sol biélorusse. Depuis le début du conflit dans le Donbass en 2014, plus de 160 000 citoyens ukrainiens ont été accueillis en Biélorussie. Afin de faciliter l'intégration de ces personnes dans la société, la législation a même été adaptée: par exemple, tous les diplômes de l'enseignement professionnel et supérieur délivrés en Ukraine sont automatiquement reconnus chez nous.

Du point de vue de la République de Biélorussie, la mise en place d'un nouvel ordre mondial multipolaire est un processus inéluctable et irréversible, qui s'avère actuellement très difficile et provoque des tensions, des conflits et des crises supplémentaires. La naissance de ce nouvel ordre mondial est donc douloureuse, mais reste maîtrisable si les acteurs mondiaux respectaient quelques règles qui nous ont permis, même pendant les périodes difficiles de la Guerre froide, de préserver l'humanité de l'utilisation des armes à destruction massive.

Il serait bien trop simpliste de chercher les causes de la guerre actuelle en Ukraine en 2014. Tout a commencé bien plus tôt, probablement avec les bombardements de l'ex-Yougoslavie par l'OTAN, contraires au droit international, ainsi qu'avec les guerres en Irak, en Afghanistan et en Libye. L'élargissement de l'OTAN vers l'Est a conduit au stationnement de troupes étrangères directement à la frontière avec la Biélorussie, lesquelles sont continuellement renforcées sous divers prétextes, tels que l'immigration clandestine, les attaques hybrides, etc.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Occident s'est engagé sur une voie très dangereuse en cherchant à imposer ses propres intérêts sans prêter attention aux dangers et menaces majeurs pesant sur d'autres Etats de notre région, ni tenir compte, ne serait-ce qu'un tant soit peu, de leurs préoccupations en matière de sécurité. On croyait en effet avoir «gagné» la Guerre froide. La thèse de la prétendue fin de l'histoire («The End of History», d'après le livre de *Francis Fukuyama*) est devenue le mot d'ordre dominant. Du point de vue occidental, on était pratiquement certain que Moscou ne pourrait jamais se relever, ni sur le plan militaire ni sur le plan économique. Et ce ne sont pas seulement les petits pays comme la Biélorussie qui ont été constamment contredits et traités avec une arrogance sans précédent. La Russie, elle aussi, a été constamment critiquée, rabaissée, présentée comme un pays arriéré, relégué au rang de puissance régionale, etc.

Il est préoccupant de constater que, dans la spirale de confrontation dans laquelle se trouvent aujourd'hui le monde et surtout notre région, les relations internationales se dégradent considérablement. A mon sens, il est grand temps de réfléchir à ce que l'on peut faire pour enrayer l'érosion de la diplomatie et préserver les traditions ainsi que la culture appropriée des relations internationales.

Premièrement: il est vital de rétablir progressivement la confiance mutuelle. Sans cette condition préalable, il sera difficilement envisageable d'empêcher l'affaiblissement croissant des organisations internationales, de remettre la question du désarmement à l'ordre du jour et de résoudre les conflits commerciaux de manière civilisée et dans le respect du cadre juridique.

«Cimetière des villages» à Khatyn. 186 tombes symbolisent chacune l'un des villages biélorusses qui n'ont pas été reconstruits, après avoir été incendiés avec toute leur population (le 186[e] village, non reconstruit, est Khatyn). (photo: Veenix Leo Ensel, CC BY 3.0, Wikimedia Commons)

Aleksandr Levanovich (photo wp)

Deuxièmement: dans une perspective à court terme, il est toutefois essentiel de ne pas perdre complètement les canaux de dialogue et de négociation, tant au niveau bilatéral que multilatéral. Ce qui se passe aujourd'hui à l'ONU, sans parler de l'OSCE (présidée d'ailleurs par la Suisse), n'a pas grand-chose à voir avec un échange constructif, mais relève plutôt du théâtre. Malheureusement, la volonté de mener un échange sérieux et argumenté s'est évanouie. La capacité à écouter son adversaire et à comprendre ce qui le motive a également disparu. La tendance actuelle à recourir à une diplomatie primitive sur *les réseaux sociaux* n'est qu'un substitut de second ordre aux négociations classiques.

Troisièmement: renoncer à toute arrogance injustifiée envers tous les pays et tous les peuples et adopter une attitude respectueuse envers les valeurs et traditions d'autrui. L'«ordre fondé sur des règles» est une invention pratique destinée à résoudre les problèmes égoïstes d'Etats qui s'y sont eux-mêmes autorisés. En réalité, le monde est vaste. Et les pays de ce qu'on appelle l'«Occident collectif» ne sont plus depuis longtemps le centre du monde, même si l'on aimerait continuer à le croire. La Biélorussie est, par exemple, membre de *l'Organisation de coopération de Shanghai* depuis 2024. La même année, nous avons obtenu le statut de pays partenaire au sein des BRICS. Nous vivons dans l'espace eurasien, dont l'UE n'est qu'une partie, et celle-ci doit veiller à ne pas se laisser distancer.

Quatrièmement: il faudrait enfin cesser d'instrumentaliser le sport et la culture à des fins géopolitiques. L'exclusion des sportifs biélorusses et russes de participer à des compétitions internationales est un exemple flagrant du principe de «deux poids – deux mesures» et d'une hypocrisie éhontée. Toutes les restrictions dans le domaine sportif devraient, à mon sens, être levées dès que possible. Ces derniers mois, des évolutions positives ont été observées. Suite à la recommandation officielle du CIO, de nombreuses fédérations sportives internationales ont rétabli la participation sans restriction des athlètes russes et biélorusses. Mais dans de nombreuses fédérations sportives, où règne une russophobie marquée, rien n'a changé, notamment en biathlon ou en hockey sur glace. Avez-vous, chers participants, entendu dire quelque part que ces mêmes fédérations sportives internationales se soient jamais prononcées en faveur de l'exclusion d'athlètes américains ou israéliens en raison de l'attaque contre l'Iran, contraire au droit international? A ce stade, on pourrait poser toute une série de questions rhétoriques.

Il en va de même pour la culture et les jumelages entre villes. Je pense que tout le monde connaît désormais la notion de «cancel culture», c'est-à-dire la «culture de l'annulation». Cette idée n'est apparue que dans le contexte du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Pourquoi? Parce qu'apparemment, tous les moyens sont bons contre la Russie. Dans les médias germanophones, on ne trouve pratiquement rien sur l'interdiction légale de la langue russe en Ukraine ni sur l'interdiction de facto de cette langue dans les pays baltes.

Cinquièmement: renoncer à mener des guerres cognitives. On se surpasse dans les campagnes de désinformation et les «fake news», la presse attise les tensions et propage des préjugés et des clichés tenaces qui touchent également mon pays au quotidien.

Si l'on observe la communication médiatique actuelle au niveau interétatique et les reportages publiés dans les grands médias occidentaux, on constate que la haine, l'in-

suite page 6

«Sans pression sur …»

suite de la page 4

pouvoir qui remporte les élections en cours en Israël, indiquez-moi qui ce serait à engager le moindre processus de rapprochement, de dialogue ou de paix avec les Palestiniens? Aucun parti politique n'a inscrit cette question dans son programme électoral: Ils sont tous d'accord à affirmer qu'il n'y aura pas de solution à deux Etats. Si l'on veut vraiment s'y tenir, et pas seulement en paroles, la pression doit venir de l'extérieur. Plus l'impunité perdurera, plus ils continueront à bafouer et à mépriser le droit international. •

[1] Lazzarini, Philippe. *Témoin de Gaza. Ce qui ne s'efface pas,* disponible notamment chez *Payot,* au prix de 25 francs suisses.

[2] Ces employés avaient été immédiatement destitués de leur fonctions par *Lazzarini,* sur base des accusations israéliennes. A propos des enquêtes qui suivaient, Lazzarini résume leur résultat en ces termes: «Dans le cas de l'un des collaborateurs, aucune preuve n'a pu être apportée. Il s'agissait d'une erreur, et il a été réintégré au sein de l'agence. Pour neuf autres collaborateurs, les preuves présentées étaient tout simplement insuffisantes, et les enquêteurs ont classé ces dossiers. Pour les neuf collaborateurs restants, les preuves présentées – pour autant qu'elles soient certifiées et confirmées – pourraient servir de base à des poursuites pénales concernant leur rôle présumé dans les attentats du 7 octobre. Aucun des collaborateurs concernés n'a été interrogé directement par les enquêteurs.» Or, Israël n'ayant fourni, malgré les demandes répétées des enquêteurs, aucune preuve supplémentaire à l'appui de ses accusations, aucune poursuite pénale n'a pu être engagée dans aucun de ces dossiers.

Première publication sur *https://www.infosperber.ch/politik/keine-loesung-ohne-druck-auf-israel/* le 20 octobre 2026

(Traduction *Horizons et débats)*

Trente-trois pour cent! Le génocide allemand en Biélorussie, 1941–1944

*par Dirk Pohlmann**

Le titre de mon exposé rappelle un chiffre sobre: trente-trois pour cent. C'est le pourcentage de la population biélorusse qui a été assassinée par les Allemands. Trente-trois pour cent de la population. A l'université, j'avais encore entendu parler de 15 et 20 pour cent.

Une remarque préliminaire: En 2022, nous avons rendu compte de manipulations sur *Wikipédia*, et ce qui m'avait intéressé, c'est qu'*Oliver Schneemann* se soit rendu à Dremlevo, en Biélorussie, le premier village à avoir été entièrement rasé par les troupes allemandes, devenant ainsi le premier Allemand à s'y rendre après la Seconde Guerre mondiale. Il avait rédigé, en collaboration avec un historien biélorusse, un article *Wikipédia* sur l'extermination de Dremlevo. Cet article n'a eu qu'une durée de vie de 90 secondes sur *Wikipédia,* avant d'être complètement supprimé. Ce qui a aussitôt activé mon intérêt, car cette réaction suggérait qu'on surveillait de près ce qui passait être publié sur *Wikipédia* ou ce destiné à l'oubli; la manière dont cette affaire avait été traitée en était un symptôme.

Ce reportage m'a incité à me rendre en Biélorussie, à plusieurs reprises. A l'époque, j'étais assez arrogant pour penser qu'on ne pouvait plus m'apprendre quoi que ce soit d'essentiel sur la Seconde Guerre mondiale. Mais j'ai dû constater que j'ignorais l'ampleur des crimes commis par la Wehrmacht en Biélorussie. Parmi eux figurait un fait que je refusais de croire au début: il existait environ 14 camps où des enfants âgés de 6 à 14 ans étaient détenus afin d'être utilisés comme réserves de sang vivantes pour les officiers allemands blessés. On les saignait à blanc. La plupart du temps, ils mouraient dès la deuxième ponction. Lorsque nous en avons parlé, mon ami russe m'a regardé et m'a demandé: «Mais qu'est-ce qui ne va pas chez vous, au juste?» Je dois dire que je me suis posé cette question moi-même à ce moment-là. Et pourquoi n'avais-je jamais entendu parler de cette monstruosité auparavant?

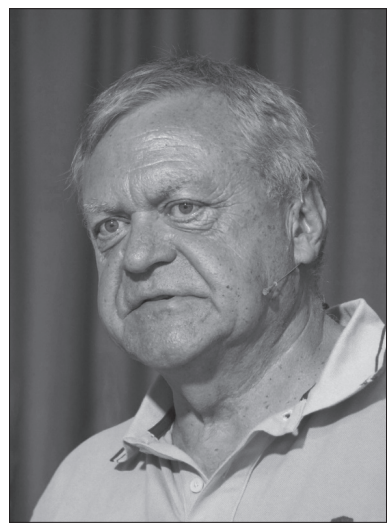
Il existe ce célèbre adage: «Le secret du salut réside dans le souvenir.» Cette phrase, prononcée par un rabbin du XVIII[e] siècle, est inscrite à la sortie du *Musée de l'Holocauste Yad Vashem* à Jérusalem. C'est l'une des citations les plus souvent appliquée en rapport avec la politique d'extermination réalisée du Troisième Reich. Dans ce contexte, cette phrase est prise comme appel à ne pas oublier le génocide perpétré aux Juifs. Ces efforts portent leurs fruits. 95 % des Allemands adultes connaissent le terme «Holocauste». Les lacunes dans les connaissances – par exemple, environ 12 % des jeunes Allemands n'ont jamais entendu parler de l'Holocauste – sont systématiquement qualifiées d'effrayantes dans de nombreux reportages médiatiques tout en appelant à y remédier par l'information et l'éducation. Dans l'étude «*Memo*», réalisée en 2018 par la *Fondation «Mémoire, Responsabilité et Avenir»* – la dernière en date consacrée à ce sujet – on a demandé aux Allemands: «A quels pays européens actuels associez-vous le plus [les dégâts causés de] la Seconde Guerre mondiale?» Plusieurs réponses étaient possibles. 74,9 % ont cité la France, 60,3 % la Pologne, 41,3 % la Grande-Bretagne, 36,3 % la Russie, 24 % l'Italie, 13 % l'Autriche, 8 % l'Union soviétique, une distinction étant faite entre la Russie et l'Union soviétique. Environ 1 % ont cité l'Ukraine et 0,1 % la Biélorussie – 0,1 %!

C'est pourquoi j'ai commencé par évoquer, au début, les 33 % de sa population qui ont été exterminés. Le «salut par le souvenir» est donc abordé de manière étrangement sélective. En Union soviétique, pendant la Seconde Guerre mondiale qui, à l'Est, était une guerre d'extermination – il faut l'appeler clairement ainsi, ce n'était pas une guerre classique –, 27 millions de personnes ont perdu leur vie, dont la moitié des civils. Certains Allemands le savent; leur taux correspond à peu-près au pourcentage des jeunes qui ignorent tout sur l'Holocauste. En réalité, aucun pays n'a toutefois davantage souffert de la politique d'extermination national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale que l'actuelle Biélorussie. 33 % de la population y ont été tués. C'est le bilan actuel. On découvre, aujourd'hui encore, des fosses communes. Lorsque j'ai été invité à un événement en Biélorussie, nous avons visité une exposition présentant des objets provenant d'une fosse commune qui venait d'être découverte.

On y a retrouvé des dépouilles humaines, des chaussures, des cuillères, ainsi que des fragments d'ossements des personnes assassinées. En faisant des recherches à ce sujet, j'ai trouvé trois articles, parus dans la presse internationale, concernant des fosses communes récemment découvertes. A l'époque, le Bélarus faisait partie de l'Union soviétique. Si ce chiffre est passé de 15 à 33 %, ce n'est donc pas parce qu'on inventerait ce chiffre, mais parce que, administrativement, le Biélorus faisait partie de l'Union soviétique. Il est difficile de localiser précisément les sites découverts, car les frontières ont changé après la guerre. C'est la raison pour laquelle ce chiffre continue d'augmenter. Il n'augmentera probablement plus beaucoup, mais il est important de savoir que ce fait tient aux structures administratives différentes. Il ne suffit pas à consulter les dossiers d'un oblast.

«Le secret du salut, c'est le souvenir.» Si c'est vrai, le salut des Allemands et des Biélorusses est bien loin encore. Car avant de pouvoir oublier un événement de cette ampleur, il faut la connaître. Or, nous ne savons pratiquement rien du génocide en Biélorussie. Comment se fait-il que la connaissance du génocide des Biélorusses est tellement plus lacunaire que celle de la Shoah?

Encore une fois: entre 1941 et 1944, le tiers de la population biélorusse a été assassinée. A bien des égards, l'extermination en Biélorussie rappelle, par son ampleur, la Guerre de Trente Ans. C'est *Hermann Göring* sous la direction duquel furent planifiées les principales opérations de génocide dans les territoires orientaux occupés, qui annonça le massacre planifie, à l'époque, «la plus grande hécatombe depuis la Guerre de Trente Ans». Elle ne fut guère la conséquence d'opérations anti-partisans. Près de Minsk, à l'emplacement d'un village rasé, se trouve le mémorial de Khatyn (à ne pas confondre avec le Katyn près de Smolensk) appelé le «cimetière des villages» [v. photo p. 5, réd.]. Il témoigne que ce furent principalement des unités de la Wehrmacht qui ont perpétré le massacre. Jusqu'à l'exposition allemande sur les crimes de la Wehrmacht (1995–1999), le mythe voulait que la Wehrmacht ait mené une guerre «propre» et que les crimes aient été perpétrés par des unités de la SS, des unités de police et des forces spéciales. Mais ce sont principalement des unités de la Wehrmacht qui en ont été responsables. Lors de ce génocide, elles ont généralement anéanti ces villages en coinçant la population dans des granges ou des églises, en y mettant le feu, en fusillant toute personne ayant réussi à échapper aux flammes.



Dirk Pohlmann (photo syst)

Dans un premier temps, le mémorial de Khatyn rendait hommage aux 186 villages biélorusses qui, avec leurs habitants, avaient été détruits et n'avaient jamais été reconstruits, car leurs habitants avaient péri. Ils étaient tout simplement éradiqués de ce monde. Le village de Khatyn est donc emblématique. Ses 140 habitants, dont la moitié des enfants, ont été tués. Il y a eu quatre survivants, un adulte et trois enfants, qui ont pu s'enfuir. Le mémorial a été réinauguré en 2023. La rénovation s'imposa; en effet, il est désormais établi que ce ne sont pas, contrairement à ce que l'on pensait auparavant, 20 à 25 % des Biélorusses qui ont été assassinés, mais bien le tiers. Ce ne sont pas 186, mais au moins 290 localités qui ont subi le même sort que Khatyn. Elles ont été détruites et n'ont jamais été reconstruites, car tous leurs habitants étaient morts. Il a en outre été constaté que 3 668 localités supplémentaires,

suite page 7

* *Dirk Pohlmann,* né en 1959, a suivi des études en sciences de la communication, en philosophie et en droit. Titulaire d'une licence de pilote professionnel assortie d'une qualification de vol aux instruments, il a exercé les fonctions de directeur général de la société *CargoLifter World GmbH* ayant suivi la formation de chef de projet. En tant que scénariste et réalisateur, il a produit plus de 20 documentaires pour les chaînes *Arte, ZDF* et *ARD;* ces documentaires ont été diffusés à la télévision dans plus de 20 pays, notamment aux Etats-Unis, au Canada, en Russie et en Australie. Journaliste d'investigation, il collabore à de nombreux blogs et magazines (dont «Hintergrund») et intervient sur plusieurs chaînes YouTube (par exemple «MANOVA», «apolut» et «overton»).

«Degradation rampante …»
suite de la page 5

tolérance et l'incompétence y prédominent. On tente sans vergogne de rabaisser l'adversaire, voire de le déshumaniser. On va même jusqu'à lancer des appels directs au meurtre. Exemple d'actualité: la question posée par le journaliste allemand de la FAZ au chef de l'Etat ukrainien *Zelensky* lors de la récente conférence de presse en Serbie.[1] Grâce à cette bulle médiatique, on se berce même de l'illusion dangereuse qu'il serait possible d'infliger une «défaite stratégique» à une puissance nucléaire. Il est grand temps de revenir à la réalité et, au lieu d'agir de manière tactique comme le font les élites occidentales, de passer à une planification stratégique. On ne choisit pas ses voisins, mais c'est à nous qu'il revient de décider si nous voulons établir des relations de bon voisinage ou si nous préférons nous enliser dans la confrontation.

C'est précisément pour cette raison que la Biélorussie s'engage sur la scène internationale avant tout à désamorcer la confrontation actuelle, à rétablir la confiance dans les relations internationales et à renforcer la sécurité commune par un dialogue entre égaux. Une sécurité identique pour tous, et non pas une sécurité au détriment d'autrui. Personne n'a besoin d'une nouvelle guerre mondiale.

C'est dans cet esprit que Minsk a lancé l'initiative de la *Charte eurasienne de la diversité et de la multipolarité au XXI[e] siècle.* En septembre 2026, une réunion ministérielle doit se tenir en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York afin de lancer officiellement le processus de négociation en vue de l'élaboration de la Charte eurasienne.

La République de Biélorussie, qui a dû endurer des souffrances inimaginables et subir d'énormes pertes pendant la Seconde Guerre mondiale, plaide sans relâche en faveur d'une coopération mutuellement bénéfique et d'une coexistence pacifique. Ce n'est qu'ensemble, grâce à un dialogue direct et constructif, que nous pourrons garantir un avenir sûr à nous tous et aux générations futures. •

[1] La question posée par *Michael Martens,* littéralement: «Que pouvons-nous faire concrètement pour vous aider à tuer davantage de Russes, davantage de soldats russes?» (note réd.)

(Traduction *Horizons et débats)*

Krasny Bereg – une lettre

par Scott Ritter

C'est ainsi que je suis tombé sur l'histoire de Krasny Bereg, situé dans le district de Shlobine, dans la région de Gomel, en Biélorussie. Il s'agissait d'un village assez important, qui abritait plusieurs exploitations agricoles.

Il disposait de sa propre école, destinée aux enfants des travailleurs.

Le 5 juillet 1941, Krasny Bereg fut occupé par les unités de la Wehrmacht en pleine progression. Dans l'un des anciens domaines, les nazis installèrent un hôpital militaire qui devint l'un des plus grands centres de regroupement pour les soldats allemands blessés sur le territoire biélorusse.

Durant les dix-huit premiers mois de la guerre, Krasny Bereg accueillait des soldats et des officiers allemands blessés. Cependant, à partir de 1943, les pertes subies par la Wehrmacht dépassèrent les capacités de l'armée allemande à fournir du sang pour les transfusions. Les médecins allemands se tournèrent alors vers un camp de concentration pour enfants, situé aux abords de Krasny Bereg, où avaient été conduits de force des enfants issus de la ville et des localités environnantes. Les Allemands sélectionnaient des enfants âgés de 8 à 14 ans; c'est en effet à cet âge que le corps humain se développe le plus rapidement, conférant ainsi à leur sang des propriétés optimales. Une attention particulière était portée aux filles, car elles étaient majoritairement porteuses du groupe sanguin A, de facteur Rhésus positif, qui est universellement compatible.

Après avoir été soumis à un examen médical visant à garantir l'absence de maladies, ces enfants «en bon état» étaient exploités, jusqu'à leur mort, en tant que donneurs de sang pour les soldats allemands blessés; leurs corps étaient ensuite éliminés par incinération.

Plus de 2000 enfants biélorusses furent ainsi assassinés par les Allemands: certains au sein de l'hôpital de Krasny Bereg, d'autres furent déportés en Allemagne pour y être vidés de leur sang. L'une des enfants dont le transfert était prévu s'appelait *Katia Susanina.*

Au mémorial érigé à Krasny Bereg en l'honneur des enfants ayant perdu la vie durant l'occupation allemande, se trouve la copie d'une lettre rédigée par l'une des jeunes filles sélectionnées à être déportées en Allemagne.

«Cher papa, aujourd'hui, j'ai eu mes 15 ans. Si tu me voyais maintenant, tu ne reconnaîtrais pas ta fille. Mes yeux sont enfoncés, mes tresses me scient le crâne, mes mains sont desséchées et ressemblent à des râteaux. Je suis maigre comme un squelette, et mes yeux sont pleins de larmes salées. Je crache du sang.

Papa, te souviens-tu d'il y a deux ans, quand j'ai eu 13 ans? C'était le bon temps. Tu m'avais dit alors: ‹Grandis bien, ma petite, nous sommes si heureux.› J'avais mis le gramophone, mes amis m'avaient souhaité un joyeux anniversaire, et nous avions chanté notre chanson préférée de nous Pionniers d'alors.

Je n'irai pas dans cette Allemagne triplement maudite. J'ai décidé qu'il vaille mieux mourir sur ma terre natale que de finir piétinée sous les bottes quelque part dans cette Allemagne, maudite encore. Veille, papa, à ce que ma mère et moi soyons vengées. Adieu, cher papa, je m'en vais mourir. Ta fille, Katia Souzanina.»

La lettre est datée 13 mars 1943.

Source: «Reflections of a Hypocrite, Part One: Defining the Problem» (extrait) https://scottritter.substack.com/ le 10/09/2026

(Traduction: *Horizons et débats*)

«Trente-trois pour cent! …»
suite de la page 6

qui n'avaient pas été recensées jusqu'alors, avaient été entièrement ou partiellement détruites, ce qui porte désormais le nombre total de villages détruits à 12 868, même si la plupart de ces lieux ont, par la suite, été repeuplés. Le mémorial de Khatyn est profondément impressionnant. Ce ne sont que les cheminées des maisons seules qui sont restées debout comme témoins. Des cloches y sont suspendues – résonnant sans cesse, produisant un son dissonant, troublant. C'est un mémorial très émouvant et ainsi profondément réussi.

Le génocide en Biélorussie était, pour ses auteurs, une combinaison de soi-disant «mesures de lutte contre les bandes armées», c'est-à-dire une guerre de guérilla et du «plan Backe», également appelé «Plan de la faim», et d'assassinat planifiée prévue dans le «Plan général Est», d'environ 35 millions de citoyens soviétiques dans les territoires occupés par les Allemands. Ceux-ci devaient être éliminés principalement par la famine. Or, le «plan Backe» et le «Plan général Est» ont été élaborés par la bureaucratie nazie, dans le contexte de ce qu'on appelle «l'hiver des rutabagas». L'hiver des rutabagas fut une famine qui frappa l'Allemagne durant l'hiver 1916–1917 de la Première guerre mondiale qui, selon des recherches récentes, causa la mort d'environ 424 000 personnes. Cette famine avait eu pour causes principales le blocus naval britannique, qui limitait fortement les importations de denrées alimentaires et d'engrais, les mauvaises récoltes, la priorité accordée à l'approvisionnement du front et les problèmes d'organisation liés au rationnement. Les enfants, les personnes âgées et les pauvres des villes furent particulièrement touchés. Ce fut cette famine qui contribua largement à la lassitude face à la guerre, aux grèves, par exemple celles de 1917, simultanément aux mutineries des marins à Kiel en novembre 1918 et, finalement, à la Révolution de novembre.

Les propagandistes nazis, ainsi que de nombreux parties conservatrices avaient interprété, plus tard, ces événements selon leur formule de «coup de poignard dans le dos». Selon eux, le front intérieur se serait effondré avant tout en raison de l'«hiver des rutabagas» – alors même que l'armée aurait tenu ses positions solides encore. Dès la phase de planification de la guerre envers l'Est, *Hitler* et la direction nazie tirèrent donc une leçon claire du passé: le peuple allemand ne devait plus jamais souffrir de faim, car cela détruirait la stabilité intérieure et la volonté de poursuivre le combat. L'approvisionnement de la population allemande et de la Wehrmacht constituait donc une priorité absolue. C'est dans ce contexte qu'est né le *«plan Backe»*, également appelé *«Plan de la faim»*. Il s'agissait, en quelque sorte, d'une stratégie visant à éviter la répétition de l'«hiver des rutabagas» d'alors. On était prêt à laisser mourir de faim, délibérément, des millions de personnes dans les territoires occupés de l'Est, afin d'éviter, en

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

Pour chacune des maisons incendiées se dresse un obélisque en forme de cheminée, orné de plaques en bronze où se trouvent gravés les noms des victimes qui y avaient été nés et vécus. Au sommet de chaque obélisque se trouve une cloche au timbre mélancolique. Les cloches retentissent toutes simultanément, au rythme de 30 secondes. (photo: https://e-cis.info/news/568/99125/)

Allemagne, la situation qui, selon les stratèges nazis, avait conduit à l'effondrement de 1918: la famine, les troubles, la révolution et, finalement, la défaite. Ce plan fut élaboré principalement par *Herbert Backe*, secrétaire d'Etat au Ministère du Reich à l'Alimentation et à l'Agriculture, en concertation avec *Hermann Göring*, le responsable du *Plan de quatre ans*, le général *Georg Thomas*, chargé de l'économie de guerre, et d'autres responsables. On prévoyait 20 à 30 millions de morts, principalement dans les régions du Nord et les zones urbaines de l'Union soviétique dépendant des approvisionnements extérieurs. Backe et ses collaborateurs partaient explicitement du principe qu'il fallait «exporter la famine» vers l'Est. Des documents datant de mai 1941, soit donc avant l'attaque contre l'Union soviétique encore, issus d'une réunion de secrétaires d'Etat (comparable à la *Conférence de Wannsee*), montrent clairement qu'il était prévu de laisser mourir de faim des dizaines de millions de citoyens soviétiques – dans le seul but de garantir qu'aucune famine ne survienne en Allemagne.

Il n'existe pas de document intitulé «Plan de la faim», mais un ensemble de documents de planification internes, de procès-verbaux et de directives. Ces documents furent utilisés lors des procès de Nuremberg; notamment la note aux actes, relative à la réunion des secrétaires d'Etat mentionnée, du 2 mai 1941. Il y est indiqué, par exemple, que la poursuite de la guerre n'était envisageable que si, dès la troisième année du conflit, la totalité de la Wehrmacht pourrait être nourrie grâce aux ressources provenant de Russie. A cet égard, il y est précisé, premièrement, que «des dizaines de millions de personnes mourront indubitablement de faim lorsque nous aurons privés ces territoires des ressources qui nous sont nécessaires». Deuxièmement, y sont énoncées des directives de politique économique destinées à l'organisation économique, un plan détaillé pour l'exploitation agricole. Ces directives décrivent la dissociation entre les zones excédentaires du Sud – à l'instar des «terres noires» d'Ukraine, productrices de céréales – et les zones de consommation du Nord, plus densément peuplées. Les céréales du Sud étaient acheminées vers l'Allemagne. Dans le Nord, des massacres étaient perpétrés à grande échelle, visant à réduire la population de «bouches inutiles». «Plusieurs millions de personnes deviendront superflues dans cette région; elles devront mourir ou émigrer vers la Sibérie», c'est ce que l'on lit dans le «Dossier vert» de Göring, document qui contient également la comparaison avec la guerre de Trente Ans. Dans les «12 commandements pour le chef agricole» de Backe, on tombe sur ce passage-ci: «Le Russe supporte, depuis des siècles, la pauvreté, la faim et la privation. Son estomac est extensible; il n'y a donc pas lieu de faire preuve d'une pitié mal placée.»

Le «Plan de la faim» (*Hungerplan*) ne fut mis en œuvre que partiellement, notamment en raison de revers militaires. Il s'agit d'un mélange de volonté d'extermination raciste et de planification utilitariste conçue au profit exclusif de l'Allemagne. C'est que la guerre à l'Est fut une guerre d'extermination; tel était bien l'objectif recherché. Le «Plan de la faim» constitue un exemple central de cette guerre d'extermination allemande à l'Est. Le second élément essentiel fut le «Plan général pour l'Est» (*Generalplan Ost, 1941–1942)*. Ce plan fut élaboré sous l'égide de *Himmler* et la direction de *Konrad Meyer*, pour le compte du Commissariat du Reich pour le renforcement de la germanité de l'Office central de la sécurité du Reich et de l'Institut d'économie et de politique agricoles de l'*Université Friedrich-Wilhelms* de Berlin. Ce plan prévoyait l'expulsion, l'asservissement ou la décimation de 30 à 45 millions de Slaves, considérés comme des peuples étrangers, afin d'abandonner le terrain aux colons allemands. Or, dans cette stratégie, la famine constituait, aux côtés de la déportation et de l'extermination directe, l'une des méthodes employées. Heinrich Himmler déclara: «Il s'agit d'une lutte pour l'existence; ce sera donc une lutte raciale d'une dureté implacable, au cours de laquelle 20 à 30 millions de Slaves et de Juifs périront, victimes d'opérations militaires et de crises alimentaires.» Le plan prévoyait l'élimination de 80 à 85 % des Polonais, ainsi qu'une grande partie des Russes et des Ukrainiens, par la mort, la déportation en Sibérie ou l'asservissement. Quant aux Juifs, ils devaient être totalement «éliminés». La proportion de Juifs en Biélorussie était élevée. Le «Plan général pour l'Est» fut conçu sous la direction de Konrad Meyer au sein de ce qui était alors l'université Friedrich-Wilhelms, aujourd'hui l'université Humboldt de Berlin. Konrad Meyer (1901–1973) y occupait une chaire d'agronomie et de politique agricole à la faculté d'agriculture. Il détenait le grade de «SS-Oberführer», un rang des SS situé entre celui de colonel et celui de général. Il a élaboré les fondements scientifiques des expulsions, de la germanisation et de l'extermination de masse à l'Est, sur ordre direct de Himmler. Meyer a coordonné des experts issus de diverses disciplines. Interné après 1945, il fut inculpé en 1948 dans le cadre du procès de Nuremberg visant *le Bureau principal pour la race et le peuplement* de la SS. Il fut acquitté des principaux chefs d'accusation, à savoir des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Il ne fut condamné – à deux ans et dix mois de prison – que pour son appartenance à la SS; une peine considérée comme purgée par la période d'internement. A partir de 1949, il a dirigé une entreprise de sélection végétale. De 1956 à 1968, il a occupé un poste de professeur titulaire en aménagement du territoire et planification spatiale à l'Université technique de Hanovre. Il est resté actif au sein de réseaux spécialisés, notamment l'*Académie pour la recherche spatiale et l'aménagement du territoire*, et a même bénéficié de financements de la *DFG* (Fondation allemande pour la recherche). Sa carrière ultérieure n'a donc nullement été entravée par son rôle dans la planification des massacres liés au «Generalplan Ost». Ce n'est qu'à partir de 2022 que l'*Université Humboldt* de Berlin a entrepris un examen approfondi de sa propre implication dans ce plan. Un ouvrage de référence a été publié cette même année sous la direction de *Sven Oliver Müller*. Avant d'être «épuré» après la guerre, le dossier personnel de Meyer à l'*Université Humboldt* comptait trois classeurs. Les documents subsistants ont été exploités dans l'étude; toutefois, au sein de la faculté des sciences agricoles, le dossier avait en partie «disparu» ou n'était que partiellement accessible. Concrètement, il n'en restait pas plus que onze pages, au lieu des trois classeurs initiaux.

En 2024, j'ai assisté à un événement organisé par la fondation «Topographie de la Terreur» consacré à la présentation de l'ouvrage intitulé «Verbrannte Dörfer – Nationalsozialistische Verbrechen an der ländlichen Bevölkerung in Polen und der Sowjetunion im Zweiten Weltkrieg» (Villages brûlés – Crimes nationaux-socialistes contre les populations rurales en Pologne et en Union soviétique durant la Seconde Guerre mondiale), un recueil d'études scientifiques incluant un chapitre sur la Biélorussie. L'événement a été marqué par la prudence des scientifiques, soucieux de ne pas «se laisser instrumentaliser par la propagande de *Poutine* et de *Loukachenko»*. Il est, selon eux, impossible d'évoquer les crimes de l'époque national-socialiste sans les replacer dans le contexte de «la brutale guerre d'agression russe contre l'Ukraine». Des individus bien vêtus et éloquents, issus du public, ont lancé des attaques virulentes et agressives – rendant tout dialogue impossible – à l'encontre de deux auditrices. Ces dernières souhaitaient inscrire la guerre actuelle en Ukraine dans le contexte de la «guerre d'anéantissement», dans une perspective de «ne plus jamais la guerre». La réponse de ces messieurs distingués, venus du quartier gouvernemental, a été: «Arrêtez donc votre propagande poutinienne.»

Et quid, au juste, de la Shoah? Jusqu'à présent, je n'avais pas remarqué qu'il fût impossible ou interdit d'en parler sans pour autant contextualiser le génocide brutal en cours à Gaza. Or, ce sujet est traité d'une manière radicalement différente du génocide perpétré contre les peuples slaves, lequel ne saurait être abordé, pour certains, en tant que tel mais uniquement dans le contexte de la prétendue «guerre d'agression brutale et non provoquée de Poutine».

En résumé, un commentaire personnel. Nous savons beaucoup sur l'Holocauste des Juifs, mais nous ignorons tout ce qui concerne le génocide des Biélorusses. La raison en est que, dans l'Allemagne membre de l'OTAN, ces deux crimes ont été – et le sont encore – interprétés et instrumentalisés à l'aune de la guerre froide et de l'hostilité persistante de l'Occident envers la Russie.

Le thème de cette rencontre est la dignité humaine. A ce propos, une remarque supplémentaire est de mise: la dignité humaine naît dans les relations entre les êtres humains. Elle exige la volonté de vérité, ainsi que le désir de comprendre et de partager avec autrui notre humanité commune. La dignité humaine est indissociable de la volonté de vérité.

Nous devons la vérité aux Biélorusses. Nous leur devons de nous informer, nous aussi, de ce qu'ils savent, eux, que nous sommes conscients de ce qui s'est passé. C'est une question d'honneur. C'est un point non négociable. En 2023, lors d'un événement à Dremlevo auquel j'avais été convié, j'ai eu l'occasion de prononcer une brève allocution. A l'issue de celle-ci, la seule survivante du massacre de Dremlevo est venue me voir, accompagnée de sa fille. Cette dernière m'a transmis les remerciements de sa mère pour mes «bonnes pensées». J'ai eu beaucoup de mal à contrôler l'émotion suscitée par ce geste. Je remercie cette femme, du plus profond de mon âme, pour m'avoir offert, par ce geste, de participer à sa dignité humaine; elle a ainsi fait preuve d'une grandeur d'âme exceptionnelle. Je n'oublierai jamais ce moment. L'esprit d'hostilité envers la Russie et la Biélorussie, tel qu'il est propagé chez nous – par exemple à travers la question de savoir comment aider l'Ukraine à tuer davantage de Russes[1] –, prive les deux parties, et nous tous, de notre dignité humaine. La haine enlaidit. C'est la malédiction de l'acte mauvais. C'est la semence de dragon de la Shoah. A cela, j'oppose un vers tiré de l'un des plus beaux poèmes que je connaisse: «Ah, pas de haine! Elargissez le ciel! La sagesse, le silence, la patience.» •

[1] voir l'article précédent, «Dégradation rampante…», annotation (1)

(Traduction *Horizons et débats))*

La bataille de Kerbala

*par Scott Ritter**

Scott Ritter (photo syst)

Cette année, le 28 février, les Etats-Unis et Israël ont lancé une attaque surprise contre l'Iran.

Cet acte de perfidie – et il s'agissait, dans tous les sens du terme, de la perfidie incarnée, l'attaque ayant été menée sous le couvert d'une diplomatie destinée à bercer les Iraniens dans un faux sentiment de sécurité – constitua l'archétype même d'une guerre d'agression, en contradiction absolue avec le droit international tel qu'établi par la *Charte des Nations unies*.

Outre son absence totale de légitimité, l'agression américano-israélienne a échoué à dans chacun des objectifs qu'elle visait: l'effondrement du régime iranien, la fin du programme nucléaire iranien, l'arrêt des programmes de missiles balistiques iraniens, la sécurisation du détroit d'Ormuz, zone d'importance stratégique, ainsi que la rupture des liens entre l'Iran et les autres membres de ce qu'on appelle l'«Axe de la Résistance», notamment le Hezbollah au Liban et Ansar Allah au Yémen.

Cette guerre, choisie délibérément – alors qu'il n'existait rien qui s'apparente, même de loin, à une menace immédiate et concrète de la part de l'Iran justifiant une action militaire préventive – a été déclenchée, au moment et selon les conditions fixés par les agresseurs eux-mêmes. Cela signifie qu'ils ont eu tout loisir de maximiser leur avantage, en s'assurant que les ressources nécessaires à cette opération étaient bien rassemblées et déployées dans le cadre d'un plan mûrement réfléchi.

Pourtant, cette guerre d'agression israélo-américaine n'a pas abouti à la défaite de l'Iran, mais bien à une défaite stratégique, tant pour les Etats-Unis que pour Israël.

La faiblesse de l'alliance américano-israélienne et l'impuissance militaire américaine ont été mises en lumière d'une manière qui, non seulement, transformera l'Asie occidentale à l'avenir, mais redéfinira également le rapport de force stratégique à l'échelle mondiale.

On est en droit de se demander comment une telle situation aura pu survenir, étant donné que l'enchaînement des événements ayant conduit à ce résultat a été déclenché par les Etats-Unis et Israël, au moment et avec les moyens de leur choix.

La réponse en est: *l'ignorance*.

Les Etats-Unis et Israël croyaient avoir identifié la clé de voûte du régime iranien en la personne d'*Ali Khamenei*, Guide spirituel suprême de l'Iran; ils pensaient qu'en l'éliminant – ce qu'ils ont effectué dès la salve initiale du conflit – ils provoqueraient l'effondrement du régime, permettant ainsi d'atteindre tous leurs autres objectifs, une fois un nouveau gouvernement pro-occidental mis en place.

Le sanctuaire d'Imam Hussein à Karbala, Iraq. Des millions de pèlerins chiites visitent ce sanctuaire d'Islam chiite chaque année. (photo Wikipedia)

Ali Khamenei a été tué mais le régime ne s'est pas effondré.

Bien au contraire: le régime s'est renforcé, le peuple iranien s'étant uni pour défendre sa nation.

A ce jour, les gouvernements américain et israélien demeurent frustrés et stupéfaits par l'échec de leur manœuvre.

Pour expliquer le fait, j'ai posé, mentalement, les questions suivantes au cercle responsable de ces crimes: savez-vous qui a été *Ali*? Savez-vous qui a été *Hassan*? Savez-vous qui a été *Hussein*? Et savez-vous ce que fut *la bataille de Kerbala*?

Malheureusement, en Occident, très peu de personnes sont capables de répondre à ces questions.

S'ils en avaient été conscients, ils en auraient peut-être eu une idée de l'importance d'une autorité spirituelle du genre d'Ali, cousin et gendre de *Mahomet*, considéré comme son successeur légitime. Ali fut assassiné par ceux qui rejetaient sa conception de l'islam, fondée sur des principes rigoureux; ce qui donna lieu aux revendications de succession contradictoires: les opposants d'Ali consolidèrent leur pouvoir à travers le califat omeyyade, tandis que les successeurs d'Ali – ses fils Hassan et Hussein – poursuivirent la voie tracée par leur père.

Ce désaccord sur l'autorité religieuse mena, en 680, à un affrontement décisif près de Karbala, au cours duquel les troupes du califat omeyyade tuèrent Hussein et ses partisans, faisant prisonniers les femmes et les enfants qui les accompagnaient.

La bataille de Karbala est bien plus qu'un simple épisode historique. Elle constitue le fondement d'une foi reposant sur le concept du martyre pour la défense de la religion.

Le sacrifice de Hussein et de ses partisans, alliés au courage dont firent preuve les femmes et les enfants des victimes, forme le socle moral du chiisme duodécimain qui, aujourd'hui, constitue la forme prédominante de la foi chiite en Iran.

Si les stratèges américains et israéliens s'étaient réservé le bout de temps à étudier et à comprendre mieux les fondements spirituels du peuple iranien, ils auraient eu la chance de s'en douter que cette élimination d'Ali Khamenei ne provoquerait pas l'effondrement du système; qu'au contraire, elle le renforcerait, en évoquant douloureusement et précisément ce martyre infligée des non-croyants, source profonde où est ancrée la foi du peuple iranien.

Ce qui me rappelle l'adage: «Si tu connais ton ennemi aussi bien que toi-même, tu n'as pas à craindre l'issue de cent batailles.»

Nous, Américains, aimons parler de nos libertés et de la manière dont elles sont inscrites dans notre Constitution.

Nous aimons dire que cette Constitution, fondée sur le principe de la primauté de l'Etat de droit, nous définit en tant que communauté.

Si seulement c'était vrai.

Quoi qu'il en soit, nous projetons ce concept d'autoidentification sur n'importe qui et n'importe quoi, en clamant haut et fort: c'est nous, les Américains, s'est nous qui nous avons donné notre Constitution; or, pourquoi ne nous comprenez-vous pas?

Et pourtant, nous ne nous comprenons même pas nous-mêmes.

Si c'était le cas, nous prendrions le temps de lire réellement la Constitution et de réfléchir à quel point, dans notre comportement en tant que peuple, nous nous sommes éloignés de ce qui, selon nos propres dires, définit qui nous sommes et ce que nous sommes.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour réfléchir à ce qui constitue une «vie en dignité».

Nous, Américains, ne sommes même pas capables de nous accorder ce minimum d'intégrité nécessaire pour admettre honnêtement que nous ne respectons personne, même pas nous-mêmes.

La guerre que nous menons, aujourd'hui, contre l'Iran souligne ce fait, avec pertinence absolue.

La bataille de Kerbala n'est pas qu'un simple moment de l'histoire. Elle constitue, par sa nature même, l'équivalent de la Constitution américaine lorsqu'il s'agit de nous représenter à qui nous avons affaire, dans notre combat contre ce que sont les croyants qui vivent aujourd'hui en Iran.

Nous avons affaire à des êtres humains profondément croyants que nous, Américains, pensions pouvoir intimider et à nous soumettre, simplement en tuant leur guide religieux.

Nous avons donc fait d'un homme dirigeant un martyr, croyant ainsi démoraliser un peuple dont une des bases de sa croyance religieuse repose précisément sur le caractère sacré du martyre face au Mal.

Et il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui, en menant cette guerre d'agression illégale contre l'Iran, c'est l'Amérique qui incarne le Mal par excellence.

Me voilà donc devant vous en tant qu'Américain – Américain qui, en y insistant, s'attend à ce que vous perceviez ma propre compréhension de la Constitution comme le fondement de mon existence – tout en faisant partie d'une communauté d'Américains qui ignorent, au plus haut point, les éléments mêmes qui constituent l'existence du peuple contre lequel ma nation a fait la guerre.

Les guerres finissent par s'achever, comme toujours.

Il appartiendra alors aux survivants de trouver les moyens de rassembler les débris de leurs vies brisées et de continuer à vivre.

Mais comment nous autres, Américains, en tant que communauté, pouvons-nous surmonter ce que nous avons causé?

Ce n'est pas notre nation dont les villes ont été détruites, les enfants tués et les familles déchirées.

Comment transformer la honte en dignité?

Pour moi, la réponse est claire: en veillant à ne plus jamais agir dans une posture d'ignorance arrogante – en faisant preuve d'humilité, en cherchant à comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Je souhaite en apprendre davantage sur la bataille de Kerbala.

J'ai été invité à participer à *l'Arbaïn*, à l'été 2027. L'Arbaïn a lieu 40 jours après *Achoura*, jour de commémoration du martyre de l'imam Hussein lors de la bataille de Kerbala.

Il s'agit d'une marche à pied de 80 kilomètres, de Nadjaf à Kerbala.

Pour les fidèles chiites, c'est un événement profondément religieux.

Mais je n'y participerai pas en tant que pèlerin religieux – comment le pourrais-je, moi qui ai été baptisé dans la foi chrétienne?

Et je n'ai d'ailleurs pas été invité à y prendre part en cette qualité.

J'entreprendrai cette marche dans le cadre d'un voyage de requête.

Pour témoigner auprès de ces croyants.

Pour m'échanger avec eux et, surtout, pour les écouter.

Pour apprendre.

Vous savez, je ne souhaite pas en apprendre davantage sur autrui, poussé de ce que mon pays les traite d'ennemis.

Je ne veux pas passer ma vie à me préoccuper de l'issue d'une seule bataille, et encore moins d'une centaine.

Je veux vivre en paix – je veux vivre en dignité.

Mais une vie en dignité suppose que l'on respecte la vie, y comprises les convictions et les valeurs de ses semblables.

La triste réalité, aujourd'hui, est que nous autres Américains sommes le peuple qui en sait le moins sur le monde dans lequel nous vivons.

Nous sommes entrés en guerre contre l'Iran, dans l'idée erronée qu'en assassinant Ali Khamenei, Guide spirituel suprême de l'Iran, nous pourrions amener le peuple iranien à perdre confiance en son gouvernement – sans comprendre qu'un tel assassinat produirait exactement l'effet inverse.

Mais, ce qui est peut-être pire encore: nous sommes partis en guerre parce que nous méprisions le peuple iranien au point de ne même pas prendre la peine de nous renseigner sur ceux que nous désignions comme nos ennemis.

Nous les dénigrons en les traitant de sauvages.

Nous tournons leur foi en dérision.

Nous leur refusons la dignité qu'ils méritent en tant qu'êtres humains partageant cette planète que nous appelons la Terre.

Je voudrais demander à chacun d'entre nous, ici rassemblés, de réfléchir à sa propre existence et à la manière dont elle s'articule avec celle des autres – en particulier avec ceux qui ont une apparence différente de la nôtre, qui parlent une autre langue, s'habillent autrement ou ont des croyances différentes.

Et si, ne serait-ce qu'un instant, quelque chose chez ces personnes suscite en vous un malaise, arrêtez-vous et interrogez-vous à ce sujet.

Car si vous laissez ces différences vous diviser, si vous permettez qu'un mur s'érige entre vous, alors vous êtes en bonne voie de répéter cette même série d'erreurs – nées de l'ignorance – qui ont conduit mon pays sur la voie de la guerre avec l'Iran.

Nous devons tous affronter nos batailles de Karbala, propres à nous.

Cette interrogation ne se limite pas à s'informer sur des faits élémentaires. Mais plutôt en nous penchant intensément sur ce que ces faits signifient pour ceux pour qui ils revêtent de l'importance.

L'année prochaine, j'entreprendrai un voyage pour en apprendre davantage sur la bataille de Kerbala.

Je parcourrai les 80 kilomètres de la marche de l'Arbaïn.

Je demande à chacun d'entre vous de trouver l'équivalent de la bataille de Kerbala dans sa propre vie.

Accompagnez-moi sur ce long chemin de découverte!

Où qu'il puisse vous mener.

Je ne saurais prédire où de tels voyages vous conduiront.

Mais je peux affirmer, avec la plus grande conviction, que vous y arriverez avec dignité.

Et c'est là la clé envers une vie vécue en dignité. •

(Traduction *Horizons et débats)*

---

* *Scott Ritter* est un ancien officier de renseignement du Corps des Marines des Etats-Unis. Au cours d'une carrière de plus de vingt ans, il a notamment travaillé en ex-Union soviétique à la mise en œuvre d'accords de contrôle des armements, a fait partie de l'état-major du général américain *Norman Schwarzkopf* durant la guerre du Golfe en 1991, et a par la suite exercé les fonctions d'inspecteur en chef des armes pour l'ONU en Irak, de 1991 à 1998. Ritter a vivement critiqué la décision américaine d'entrer de nouveau en guerre contre l'Irak en 2003. Il est l'auteur de douze ouvrages. Son dernier livre s'intitule «Highway to Hell: The Armageddon Chronicles 2015–2024» (*Clarity Press).*